

HG
4090
.A52314
1987
Oct/Nov



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Regional Industrial
Expansion

Expansion industrielle
régionale

Canada

RAPPORT DE L'ENQUETE

MENÉE PAR LE MEIR

SUR LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT

EN OCTOBRE-NOVEMBRE 1987

DEPARTMENT OF REGIONAL
INDUSTRIAL EXPANSION
LIBRARY

MAR 10 1988

BIBLIOTHEQUE
MINISTÈRE DE L'EXPANSION
INDUSTRIELLE REGIONALE

RAPPORT DE L'ENQUETE

MENÉE PAR LE MEIR

SUR LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT

EN OCTOBRE-NOVEMBRE 1987

Analyse statistique
Ministère de l'Expansion économique régionale
Ottawa
Février 1988
(Also available in English)

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre reconnaissance aux nombreux chefs d'entreprise qui nous ont communiqué des renseignements sur leurs projets d'investissement et ont pris le temps de s'entretenir avec nous des grandes questions liées à ces plans, rendant ainsi possible l'enquête du MEIR sur les intentions d'investissement.

Nous tenons à remercier également les représentants de la Banque du Canada, du ministère fédéral des Finances, des directions générales de Mise en valeur de l'industrie, de la Politique et de l'Évaluation et les Bureaux régionaux du ministère de l'Expansion économique régionale qui nous ont aidé lors de cette enquête.

Analyse statistique
Ministère de l'Expansion industrielle régionale
Ottawa
K1A 0H5
(613) 954-3481

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Avant-propos	ii
Résumé	iii
Faits saillants de l'enquête d'octobre-novembre 1987	1
Perspectives régionales	
Région de l'Atlantique	6
Québec	7
Ontario	8
Région des Prairies	10
Région de la Colombie-Britannique et du Nord	13
Tableaux	
Annexe	

AVANT-PROPOS

Le présent rapport porte sur l'enquête menée en octobre et novembre 1987 par le ministère de l'Expansion économique régionale (MEIR) sur les intentions d'investissement auprès de quelque 315 grandes sociétés.

Le but de l'enquête est de fournir des renseignements récents sur les décisions d'investissement des sociétés pour la prévision économique ainsi que la politique et la planification ministérielles. Les résultats sont présentés pour l'ensemble des grandes sociétés et ventilés par grand secteur et par région.

Ces données sont un instantané des intentions d'investissement de certaines grandes entreprises qui a été pris à un moment précis. Il ne faut donc pas essayer d'en tirer des conclusions sur les perspectives d'investissement de l'ensemble de l'économie, car il n'est tenu compte dans l'enquête ni des intentions des petites sociétés ni des investissements dans les secteurs du logement, de l'agriculture ou de la pêche. Il n'est pas tenu compte non plus des dépenses publiques directes.

Les entreprises interrogées n'ont pas été choisies au hasard. L'ensemble des investissements de chaque société a été classé en fonction de son activité principale. Ainsi, on suppose que tous les investissements d'une société minière sont faits dans le secteur minier, même si elle peut avoir des activités de fabrication ou des entreprises dans le secteur mobilier. Il importe de souligner que les renseignements fournis par les différentes sociétés demeurent confidentiels; ni les raisons sociales ni les réponses ne sont divulguées.

RÉSUMÉ

L'enquête sur les intentions d'investissement effectuée en octobre et en novembre 1987 auprès de quelque 315 grandes sociétés par le ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR) donne une idée des investissements prévus en 1988. Voici les points saillants du rapport:

- i) L'enquête d'octobre-novembre 1987 révèle que les dépenses d'investissement s'élèveront à plus de 29 milliards de dollars (dollars courants) en 1988, soit une augmentation de 13,9 p. 100 (ou 3,6 milliards) par rapport à 1987.
- ii) Les investissements prévus dans le secteur de la fabrication en 1988 progressent de 6,3 p. 100 par rapport à 1987. Dans le secteur hors fabrication, l'augmentation prévue est de 17,1 p. 100.
- iii) Les entreprises interrogées ont utilisé, en moyenne, un facteur de rajustement des coûts dans leur budget d'immobilisations de 3,8 p. 100 en 1987 et de 4,4 p. 100 en 1988. Compte tenu de ces facteurs, la croissance réelle des investissements sera d'environ 9,1 p. 100 en 1988, par rapport aux 4,1 p. 100 de 1987.
- iv) En 1988, on prévoit une augmentation des investissements dans toutes les régions du Canada sauf à l'Ile-du-Prince-Édouard et dans les Territoires du Nord-Ouest. La croissance sera particulièrement vigoureuse dans les Prairies et au Québec.
- v) Les dépenses qu'engageront les entreprises appartenant majoritairement à des Canadiens pour la construction d'usines et l'achat de matériel devraient augmenter de 13,7 p. 100 contre une augmentation de 14,4 p. 100 prévue pour les entreprises sous contrôle étranger.

- vi) Les entreprises privées déclarent une augmentation de 11,8 p. 100 des projets d'investissement en 1988, tandis que les entreprises publiques (c'est-à-dire les sociétés d'État) prévoient une hausse de 18,8 p. 100.

- vii) Environ 64 p. 100 des sociétés consultées déclarent s'attendre à une augmentation de leurs bénéfices en 1988 tandis que 13,4 p. 100 d'entre elles entrevoient une diminution.

- viii) Les facteurs le plus souvent mentionnés comme influant sur les dépenses d'investissement sont les prévisions de liquidités et de ventes au Canada, les taux de rendement, les prévisions de ventes à l'étranger, les politiques du gouvernement et l'évolution future de la conjoncture au Canada.

FAITS SAILLANTS DE L'ENQUETE D'OCTOBRE-NOVEMBRE 1987

Vue d'ensemble

L'enquête d'octobre-novembre 1987* donne une indication des investissements prévus pour 1988, d'après la situation observée pendant son déroulement. Les entreprises qui ont participé à l'enquête prévoient que leurs dépenses d'investissement en 1988 augmenteront de 13,9 p. 100, en dollars courants, par rapport à 1987**.

Comme on l'a déjà fait remarquer, l'enquête ne porte pas sur les investissements dans les secteurs du logement, de l'agriculture et de la pêche. Il n'est pas tenu compte non plus des dépenses directes des administrations publiques. À noter également que les habitudes de dépenses des grandes sociétés peuvent différer de celles des petites entreprises et des secteurs d'activité non visés par l'étude. Ces résultats ne peuvent donc pas s'appliquer directement à l'ensemble du secteur des entreprises. Autrement dit, l'augmentation déclarée pour 1988 ne concerne que les grandes entreprises interviewées lors de l'enquête et ne rend pas nécessairement compte du profil des dépenses de toutes les entreprises.

Les entreprises interrogées ont déclaré que leurs dépenses au titre des nouvelles installations et de l'achat de matériel en 1988 seraient d'environ 29,3 milliards, soit une progression d'environ 3,6 milliards, par rapport aux 25,7 milliards de 1987. Les dépenses du secteur de la fabrication augmenteront de 0,5 milliard pour atteindre 8,1 milliards, tandis que les dépenses hors fabrication s'accroîtront de 3,1 milliards pour atteindre 21,1 milliards. Des augmentations supérieures à la moyenne d'une année sur l'autre, sont enregistrées dans les secteurs suivants: produits chimiques, oléoducs et gazoducs, commerce, finances et autres services commerciaux, produits forestiers et services d'électricité. On observe un recul dans le secteur de la première transformation des métaux (tableau 1).

* Pour plus de renseignements sur la nature et le champ d'observation de l'enquête, voir l'annexe.

**Sauf indication contraire, les montants et les pourcentages sont calculés en dollars courants.

Perspectives du secteur de la fabrication

Les dépenses en immobilisations (nouvelles installations et achat de matériel) des sociétés de fabrication interrogées devraient se chiffrer à 8,1 milliards en 1988, ce qui représente une augmentation de 6,3 p. 100 par rapport à 1987. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des dépenses dans les secteurs suivants: produits chimiques, produits forestiers et minéraux non métalliques. Le secteur des métaux de première transformation est le seul à accuser une baisse des dépenses d'investissement en 1988 (tableau 1).

Perspectives du secteur hors fabrication

Pour 1988, les projets de dépenses des répondants du secteur hors fabrication dépassent les 21 milliards de dollars, soit une augmentation de 17,1 p. 100 par rapport à 1987. La progression la plus appréciable est enregistrée dans les secteurs suivants: oléoducs et gazoducs, commerce, établissements financiers et autres services commerciaux, services d'électricité, transports et entreposage, sociétés pétrolières et gazières (tableau 1).

Perspectives de croissance réelle des investissements

Le facteur de rajustement des coûts que les sociétés interrogées ont employé pour tenir compte de l'inflation dans leurs budgets d'immobilisations en 1987 s'établit en moyenne à 3,8 p. 100 de plus que les coûts de 1986. Pour 1988, elles ont utilisé en facteur de 4,4 p. 100 (tableau 6). Une fois ces facteurs de rajustement pris en compte, la croissance réelle des investissements devrait être de 9,1 p. 100 en 1988 alors qu'elle a été de 4,1 p. 100 en 1987 (tableau 2).

Comparaison entre les sociétés étrangères et les sociétés canadiennes

Les entreprises sous contrôle étranger prévoient une augmentation de 14,4 p. 100 ou de 1,1 milliard de leurs dépenses en immobilisations en 1988,

par rapport à 1987, alors que les données correspondantes, pour les sociétés qui appartiennent majoritairement à des intérêts canadiens sont de 13,7 p. 100 et de 2,5 milliards. En 1987, les sociétés du premier groupe ont déclaré une diminution de 3,5 p. 100 de leurs dépenses par rapport à 1986 tandis que les sociétés canadiennes ont connu une augmentation de 13,6 p. 100 (tableaux 8 et 9).

Les entreprises sous contrôle canadien représentent environ 71 p. 100 du total des dépenses en immobilisations déclarées pour 1988. Le reste des dépenses est fait par les sociétés sous contrôle étranger. Par région, la proportion des investissements faits par les sociétés sous contrôle canadien varie entre un maximum de 83 p. 100, dans la région de l'Atlantique et un minimum de 57 p. 100 dans la région des Prairies (tableau 7).

En 1988, on enregistre une progression dans toutes les régions pour les deux catégories de sociétés. En 1987, les sociétés sous contrôle canadien ont accru leurs dépenses d'immobilisations par rapport à 1986 dans toutes les régions sauf celle de l'Atlantique. Par contre, les dépenses des sociétés sous contrôle étranger ont diminué dans toutes les régions sauf au Québec (tableaux 8 et 9).

Dépenses publiques et dépenses privées

Dans le secteur public, les dépenses en immobilisations des sociétés d'État interrogées devraient augmenter de 18,8 p. 100 ou de 1,4 milliard en 1988, alors que le secteur privé prévoit pour sa part une progression de 11,8 p. 100, soit quelque 2,2 milliards. En 1987, la hausse a été de 11,6 p. 100 dans le secteur public et de 6,6 p. 100 dans le secteur privé (tableaux 11 et 12).

Les dépenses du secteur public représentent 31 p. 100 du total des dépenses en immobilisations prévues pour 1988. La proportion varie selon les régions entre les 18 p. 100 de la région de la Colombie-Britannique et du Nord et les 44 p. 100 du Québec.

En ce qui concerne le secteur public, toutes les régions sauf celle de la Colombie-Britannique et du Nord prévoient une progression. Quant au secteur privé, toutes les régions s'attendent également à une augmentation à l'exception de l'Ontario où il devrait y avoir repli par rapport à 1987.

Toujours dans le secteur privé, les dépenses en immobilisations se sont accrues entre 1986 et 1987 au Québec, en Colombie-Britannique et en Ontario et elles ont diminué dans les régions de l'Atlantique et des Prairies. Par ailleurs, dans le secteur public, il y a eu une hausse dans les régions des Prairies, du Québec, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, mais baisse dans la région de l'Atlantique.

Investissement à moyen terme

Les investissements de 154 sociétés qui ont déclaré leurs projets d'investissement pour toutes les années de la période 1986-1992 devraient augmenter constamment pour atteindre un sommet en 1989. Ils devraient ensuite diminuer pendant deux ans avant de recommencer à progresser en 1992. Les données statistiques sur les profils d'investissement à moyen terme de ces sociétés, par région et par province, sont présentées au tableau 13. Le tableau 14 fournit les données sur les tendances de l'investissement à moyen terme par industrie.

Facteurs influant sur les dépenses

Les facteurs le plus souvent cités par les sociétés comme influant sur leurs dépenses d'investissement courantes ou prévues sont les suivants: ventes prévues sur le marché intérieur et à l'exportation, liquidités prévues, taux de rendement, politiques du gouvernement et évolution de la conjoncture au Canada (tableau 15).

But des investissements

Environ 84 p. 100 de toutes les sociétés interrogées, soit 248, ont déclaré la ventilation par objectif ou par activité de leur dépenses en immobilisations en 1987 et en 1988. Ces activités peuvent se subdiviser en deux grandes catégories: celles qui permettent d'augmenter la production et les autres. Dans ce dernier groupe se rangent la recherche et le développement, la lutte contre la pollution et l'amélioration du milieu de travail. Dans le premier, on trouve l'expansion des installations sur les sites existants, les améliorations et les remplacements ainsi que les installations des nouveaux sites.

L'agrandissement, l'amélioration et le remplacement des installations existantes représentent la majeure partie (61,7 p. 100) des dépenses en 1988. L'aménagement de nouveaux sites correspond à une proportion de 21,9 p. 100. Quant au reste, il se répartit entre la recherche et le développement, la lutte contre la pollution et l'aménagement du milieu de travail.

Il y aura augmentation des investissements pour presque toutes les activités en 1988. La hausse la plus frappante sera celle de la recherche et du développement dans le secteur de la fabrication (tableaux 16, 17 et 18).

Répartition régionale des investissements

Les intentions d'investissement déclarées dans l'enquête ne rendent compte de la situation des régions qu'en termes généraux. La prudence est donc de mise dans l'interprétation des données.

Le tableau qui suit présente la répartition régionale en pourcentage du total des dépenses en immobilisations à moyen terme:

<u>Régions</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u>	<u>1992</u>
Atlantique	6,8	5,7	5,8	4,9	6,2	7,1	5,9
Québec	20,7	23,1	23,9	23,8	23,3	23,1	25,2
Ontario	30,0	29,8	28,1	28,6	28,0	27,3	26,8
Prairies	28,8	27,0	29,0	30,4	29,3	29,9	26,7
C.-B. et Nord	8,9	9,7	8,3	8,1	9,1	9,0	11,9
Non réparti*	4,8	4,7	4,9	4,2	4,1	3,6	3,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

En 1988, par rapport à 1987, la plus grande part des dépenses en nouvelles installations de production a été prévue pour le Québec et les Prairies. Aucune tendance nette ne se dégage à moyen terme, à l'horizon 1989-1992.

Perspectives régionales

Région de l'Atlantique (tableaux 19 - 22)

Le total des dépenses en usines et en matériel en 1988, par les sociétés interrogées, dans la région de l'Atlantique, devrait atteindre 1,6 milliard de dollars. Comme on l'a déjà souligné, les montants et les variations en pourcentage sont calculés, à moins d'indication contraire, en dollars courants. C'est là une augmentation de 13,7 p. 100 par rapport à 1987 (tableau 19).

*Cette catégorie comprend les investissements non attribués à une région particulière parce qu'il n'a pas encore été déterminé exactement dans quelle région ils auront lieu, ainsi que les dépenses en machines et matériel mobiles, tels que le matériel roulant des chemins de fer, les navires, etc.

Les dépenses en immobilisations du secteur de la fabrication, dans la région de l'Atlantique, devraient augmenter de 28,7 p. 100 en 1988 pour atteindre quelque 453 millions de dollars. Dans ce secteur, les augmentations supérieures à la moyenne devraient toucher les secteurs suivants: première transformation des métaux, matériel électrique, électronique et machines et enfin autres fabrications. Il y aura recul dans le secteur des minéraux non métalliques. Dans le secteur hors fabrication, on prévoit que, en 1988, les dépenses en immobilisations atteindront 1 166 millions de dollars, 8,8 p. 100 de plus qu'en 1987. On signale, pour 1988, une progression dans les services publics, les transports et l'entreposage ainsi que chez les sociétés pétrolières et gazières. Par contre, il y aura recul des dépenses dans les mines et le commerce, les finances et les autres activités commerciales.

Les sociétés d'État, qui, en 1988, représentent 42 p. 100 du total des dépenses prévues en immobilisations afficheront une augmentation de 33,1 p. 100 par rapport à 1987 et les entreprises privées une hausse de 2,8 p. 100 (tableaux 10 et 21).

Les sociétés sous contrôle étranger, dans les provinces de l'Atlantique prévoient une augmentation de 5,5 p. 100 de leurs dépenses en construction d'usines et en achat de matériel en 1988; du côté des sociétés sous contrôle canadien, on s'attend à une progression de 15,6 p. 100 par rapport à 1987 (tableau 20).

Québec (tableaux 23 - 26)

L'enquête révèle que les grandes entreprises investissant en construction d'usines et en achat de matériel au Québec prévoient dépenser 5,8 milliards de dollars en 1988, ce qui représente environ 22 p. 100 de plus par rapport au niveau de 4,8 milliards observé en 1987.

Les dépenses en immobilisations du secteur de la fabrication devraient dépasser 1,9 milliard en 1988, soit une hausse de 18 p. 100 par rapport à 1987. Tous les secteurs, à l'exception de celui des produits forestiers, prévoient une hausse en 1988.

L'accroissement de 24,2 p. 100 des projets d'investissement en 1988 dans le secteur hors fabrication est bien supérieur à la moyenne nationale de 17,1 p. 100. Toutes les industries de cet autre secteur, exception faite des sociétés pétrolières et gazières et des compagnies de transport et d'entreposage, déclarent des augmentations en 1988. Les hausses les plus marquées s'observent dans les secteurs suivants: commerce, finances et autres activités commerciales, services publics, oléoducs et gazoducs.

Les sociétés d'État (du secteur public) assurent 44 p. 100 du total des dépenses d'immobilisations déclarées en 1988 et elles envisagent une augmentation de 25 p. 100. Dans le secteur privé, on prévoit une hausse de 19,6 p. 100 (tableaux 10 et 25).

Les sociétés appartenant majoritairement à des intérêts étrangers, qui font 18 p. 100 des dépenses d'immobilisations au Québec, prévoient que les dépenses pour la construction d'usines et l'achat de matériel progresseront de 46,5 p. 100 en 1988 tandis que les sociétés contrôlées par des intérêts canadiens s'attendent à une hausse de 17,8 p. 100 par rapport à 1987 (tableaux 7 et 24).

Les sociétés ayant leur siège social au Québec sont un peu plus optimistes pour 1988 qu'ils ne l'étaient pour 1987 sur le plan des bénéfices et des ventes (tableau 26). Les facteurs le plus souvent mentionnés comme influant sur les projets d'investissement sont les taux de rendement, les politiques du gouvernement, les prévisions de liquidités et de ventes au Canada (tableau 15).

Ontario (tableaux 27 - 30)

Les sociétés ayant fait des investissements en construction d'usines et en achat de matériel prévoient que les dépenses en 1988 atteindront 9,7 milliards, s'accroissant de 2,2 p. 100 ou de 0,2 milliard par rapport à 1987 (tableau 27).

Les dépenses d'investissement du secteur de la fabrication en Ontario devraient atteindre environ 3,7 milliards, ce qui marque un recul de 7,7 p. 100 par rapport à 1987. La première transformation des métaux, le matériel de transport et les entreprises de l'alimentation et des boissons s'attendent à des diminutions qui sont bien plus considérables que les augmentations à prévoir dans les secteurs des produits forestiers, des produits chimiques et des autres fabrications. Quant au matériel électrique, à l'électronique et machines et aux minéraux non métalliques, la croissance y sera anémique.

En 1988, la hausse de 9,2 p. 100 des dépenses du secteur hors fabrication est inférieure à la moyenne nationale, qui s'établit à 17,1 p. 100. Une augmentation est prévue dans toutes les industries de ce secteur, exception faite des sociétés minières, pétrolières et gazières qui s'attendent à un recul des investissements.

Les dépenses du secteur privé, en 1988, devraient baisser de 0,5 p. 100 alors qu'une hausse de 10,4 p. 100 est projetée dans le secteur public. Les dépenses du secteur privé au titre de la construction d'usines et de l'achat de matériel représentent 73 p. 100 du total des investissements en Ontario en 1988 (tableaux 10 et 29).

Les sociétés sous contrôle étranger entrevoient en 1988 une augmentation de 1,5 p. 100 des dépenses, tandis que la hausse, dans les sociétés sous contrôle canadien, sera de 2,5 p. 100 (tableau 28).

Les entreprises dont le siège social est en Ontario sont plus optimistes au sujet des ventes et de l'emploi pour 1988 que pour 1987, mais elles le sont moins en ce qui concerne la situation des affaires au Canada (tableau 30).

Les facteurs les plus souvent mentionnés par les entreprises qui ont leur siège social en Ontario comme ayant une incidence sur les projets d'investissement sont les prévisions de vente au Canada et de liquidités ainsi que les taux de rendement. Les ventes à l'exportation et la conjoncture donnent lieu également à quelques préoccupations (tableau 15).

Région des Prairies (tableaux 31 - 40)

Le total des dépenses en immobilisations dans la région des Prairies en 1988 devrait s'établir à 8,1 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 24,3 p. 100 ou de 1,6 milliard par rapport à 1987 (tableau 31). La progression prévue est de 27,6 p. 100 en Alberta, de 17,9 p. 100 au Manitoba et de 11,9 p. 100 en Saskatchewan. L'Alberta occupe une place privilégiée dans cette région, car elle attire 74 p. 100 des dépenses d'investissement qui se font dans cette région. Voilà pourquoi on trouvera dans le présent rapport une analyse plus détaillée de la situation de cette province.

Les dépenses dans le secteur de la fabrication de la région des Prairies devraient s'élever d'environ 61,9 p. 100 en 1988, grâce principalement à l'accroissement des dépenses dans les secteurs des produits forestiers, des minéraux non métalliques et du matériel de transport. Ces progressions sont supérieures aux diminutions prévues dans les secteurs des autres fabrications, des aliments et boissons, du matériel électrique, de l'électronique et des machines. Les dépenses des sociétés manufacturières en Alberta et au Manitoba devraient augmenter de 140,4 et 5,2 p. 100 respectivement, tandis qu'une diminution de 6,7 p. 100 est à prévoir en Saskatchewan. Les secteurs les plus vigoureux en Alberta sont ceux des produits forestiers et des minéraux non métalliques. Au Manitoba, la progression des investissements dans le secteur de la fabrication s'explique par une augmentation des dépenses dans toutes les industries sauf celles des aliments et boissons, des produits forestiers et des minéraux non métalliques. Quant au recul prévu en Saskatchewan, il est attribuable principalement à la diminution des dépenses dans les secteurs du matériel électrique, de l'électronique et des machines.

Le total des dépenses hors fabrication dans la région des Prairies en 1988 s'établit à 7,5 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 22,1 p. 100 par rapport à 1987 (tableau 31). La hausse prévue est de 23,6 p. 100 en Alberta, de 18,7 p. 100 au Manitoba et de 15,4 p. 100 en Saskatchewan. Au Manitoba, le mouvement à la hausse est soutenu principalement par les dépenses que prévoient les services publics, le secteur des transports et de l'entreposage ainsi que les sociétés minières. Un repli devrait se produire dans les secteurs des oléoducs et gazoducs, du commerce, des finances et autres services commerciaux. En Saskatchewan, la hausse s'explique par les dépenses prévues dans le commerce, les finances et autres services commerciaux, le secteur des transports et de l'entreposage ainsi que les services publics. Quant à l'Alberta, les dépenses doivent y progresser dans tous les secteurs sauf dans le secteur des transports et de l'entreposage et des services publics.

Les entreprises sous contrôle canadien prévoient une augmentation de 24,6 p. 100 des dépenses en 1988 dans la région des Prairies, tandis que celles qui sont sous contrôle étranger accroîtront les leurs de 24 p. 100 (tableau 35).

Pendant cette même période, les dépenses du secteur privé devraient augmenter de 24,6 p. 100 et celles du secteur public de 23,7 p. 100 (tableau 36).

Les entreprises dont le siège social est dans la région des Prairies sont en général plus optimistes pour 1988 qu'elles ne l'étaient pour 1987 en ce qui concerne les ventes et l'emploi (tableau 39).

Les grands facteurs influant sur les projets de dépenses en immobilisations sont les liquidités, les ventes prévues au Canada, les politiques du gouvernement et les taux de rendement. Les ventes à l'exportation et la conjoncture tant au Canada qu'à l'étranger sont également des facteurs influant sur les décisions d'investissement (tableau 15).

Alberta

En 1988, le total des dépenses en immobilisations en Alberta devrait se chiffrer à 6 milliards de dollars, augmentant de 27,6 p. 100 (1,3 milliard) par rapport à 1987 (tableau 34).

Les dépenses du secteur de la fabrication, 380 millions de dollars, s'élèvent de 140,4 p. 100 par rapport à 1987. Les fortes augmentations dans les industries des produits forestiers, des minéraux non métalliques et du matériel de transports compensent très largement la baisse observée dans les autres fabrications, les produits chimiques et l'industrie des aliments et boissons. Les dépenses dans le secteur hors fabrication en Alberta devraient atteindre 5,6 milliards en 1988, soit 23,6 p. 100 de plus que l'année précédente. Tous les secteurs enregistrent une progression, à l'exception de ceux des transports et entreposage et des services publics.

En 1988, les entreprises sous contrôle canadien, qui assurent 52 p. 100 de tous les dépenses en immobilisations, prévoient une augmentation de leurs investissements de 25,2 p. 100 par rapport à 1987 tandis que les entreprises sous contrôle étranger s'attendent à une progression de 30,2 p. 100 (tableaux 7 et 37). Les dépenses du secteur privé devraient subir une hausse de 28,7 p. 100 en 1988 alors que celles des sociétés d'État devraient augmenter de 22,9 p. 100 (tableau 38).

Les entreprises dont le siège social est en Alberta sont plus optimistes pour 1988 que pour 1987, en particulier en ce qui concerne les ventes et l'emploi (tableau 40).

Les prévisions de ventes au Canada, les liquidités, les politiques du gouvernement et les taux de rendement sont les facteurs les plus fréquemment mentionnés comme influant sur les dépenses actuelles et prévues au titre des installations et du matériel (tableau 15).

Colombie-Britannique et Nord (tableaux 41 - 44)

En 1988, les dépenses d'immobilisations des entreprises dans la région de la Colombie-Britannique et du Nord (Yukon et Territoires du Nord-Ouest) devraient atteindre quelque 2,3 milliards, soit 4 p. 100 de plus que les 2,2 milliards de 1987 (tableau 41).

Les investissements dans le secteur de la fabrication devraient franchir le cap du milliard de dollars en 1988, soit 15,9 p. 100 de plus que le chiffre déclaré en 1987. Cette augmentation s'explique par des projets d'investissements plus ambitieux dans les secteurs des produits chimiques et des produits forestiers, dont les dépenses compenseront largement les reculs prévus dans les secteurs du matériel électrique, de l'électronique et des machines, des aliments et boissons et de la première transformation des métaux.

Les entreprises hors fabrication prévoient des dépenses en immobilisations de plus de 1,2 milliard, soit 4,2 p. 100 de moins qu'en 1987 alors que, à l'échelle nationale, l'augmentation moyenne est de 17,1 p. 100. Cette détérioration s'explique par de fortes baisses dans les secteurs des oléoducs et gazoducs et des transports et entreposage et par des reculs moins accusés dans les services publics et les sociétés pétrolières et gazières. La diminution des investissements aurait pu être encore plus prononcée, n'eut été une vigoureuse croissance dans le commerce, les finances et autres activités commerciales et un accroissement plus modeste dans les secteurs des mines et des communications.

Les entreprises sous contrôle étranger qui investissent dans cette région ne prévoient augmenter leurs dépenses en immobilisations que de 1,4 p. 100 en 1988 alors que celles qui sont sous contrôle canadien prévoient une hausse de 5,4 p. 100 (tableau 42).

Les dépenses du secteur privé au titre des installations et du matériel devraient s'accroître de 8,3 p. 100 en 1988, mais celles du secteur public diminueront de 11,8 p. 100 (tableau 43).

Les entreprises dont le siège social se trouve dans cette région sont plus optimistes pour 1987 en ce qui concerne les ventes au Canada et l'emploi (tableau 44).

Les entreprises de cette région estiment que les facteurs qui influent sur leurs projets d'investissements sont les prévisions de vente au Canada et à l'étranger, le taux de rendement et les liquidités. La conjoncture est une autre motif de préoccupation (tableau 15).

TABLEAUX

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1986, 1987 et Intentions d'investissement pour 1988 - Canada (en millions de dollars courants)
- Tableau 2 Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1986, 1987 et Intentions d'investissement pour 1988 - Canada (en millions de dollars constants de 1986)
- Tableau 3 Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1986, 1987 et Intentions d'investissement pour 1988 - selon la province et la région (en millions de dollars courants)
- Tableau 4 Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises manufacturières pour 1986, 1987 et Intentions d'investissement pour 1988 - selon la province et la région (en millions de dollars courants)
- Tableau 5 Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises non manufacturières pour 1986, 1987 et Intentions d'investissement pour 1988 - selon la province et la région (en millions de dollars courants)
- Tableau 6 Facteurs de redressement des coûts de 1987 à 1991
- Tableau 7 Répartition des investissements des entreprises canadiennes et étrangères par région (en pourcentage)
- Tableau 8 Dépenses en immobilisations de certaines grandes entreprises 1986-1988 - entreprises canadiennes/tous secteurs d'activité (en millions de dollars courants)
- Tableau 9 Dépenses en immobilisations de certaines grandes entreprises 1986-1988 - entreprises étrangères/tous secteurs d'activité (en millions de dollars courants)
- Tableau 10 Répartition des investissements des entreprises dans les secteurs public et privé par région (en pourcentage)
- Tableau 11 Dépenses en immobilisations de certaines grandes entreprises 1986-1988 - secteur public/tous secteurs d'activité (en millions de dollars courants)
- Tableau 12 Dépenses en immobilisations de certaines grandes entreprises 1986-1988 - secteur privé/tous secteurs d'activité (en millions de dollars courants)
- Tableau 13 Intentions d'investissements de certaines grandes entreprises 1986-1992 (en millions de dollars courants)
- Tableau 14 Dépenses en immobilisations de certaines grandes entreprises 1986-1992 (1986 = 100)
- Tableau 15 Facteurs considérés comme ayant une influence sur les investissements actuels et envisagés

Tableau 16	Total des dépenses en immobilisations - répartition par objectif
Tableau 17	Total des dépenses en immobilisations - répartition par objectif
Tableau 18	Dépenses en immobilisations - répartition par objectif - 1988-1987
Tableau 19	Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1986, 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Provinces de l'Atlantique (en millions de dollars courants)
Tableau 20	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Provinces de l'Atlantique - Entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger
Tableau 21	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Provinces de l'Atlantique - Entreprises des secteurs public et privé
Tableau 22	Entreprises dans la région de l'Atlantique - Prévisions pour 1987 et 1988
Tableau 23	Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1986, 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Québec (en millions de dollars courants)
Tableau 24	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Québec - Entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger
Tableau 25	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Québec - Entreprises des secteurs public et privé
Tableau 26	Entreprises au Québec - Prévisions de 1987 et 1988
Tableau 27	Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1986, 1987 et intentions d'investissement pour 1988 - Ontario (en millions de dollars courants)
Tableau 28	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Ontario - Entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger
Tableau 29	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Ontario - Entreprises des secteurs public et privé
Tableau 30	Entreprises en Ontario - Prévisions de 1987 et 1988

Tableau 31	Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1986, 1987 et Intentions d'investissement pour 1988 - Région des Prairies (en millions de dollars courants)
Tableau 32	Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1986, 1987 et Intentions d'investissement pour 1988 - Manitoba (en millions de dollars courants)
Tableau 33	Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1986, 1987 et Intentions d'investissement pour 1988 - Saskatchewan (en millions de dollars courants)
Tableau 34	Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1986, 1987 et Intentions d'investissement pour 1988 - Alberta (en millions de dollars courants)
Tableau 35	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Région des Prairies - Entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger
Tableau 36	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Région des Prairies - Entreprises des secteurs public et privé
Tableau 37	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Alberta - Entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger
Tableau 38	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Alberta - Entreprises des secteurs public et privé
Tableau 39	Entreprises dans les Prairies - Prévisions de 1987 et 1988
Tableau 40	Entreprises en Alberta - Prévisions de 1987 et 1988
Tableau 41	Dépenses d'investissement de certaines grandes entreprises pour 1986, 1987 et Intentions d'investissement pour 1988 - Colombie-Britannique et région du Nord (en millions de dollars courants)
Tableau 42	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Région de la Colombie-Britannique et du Nord - Entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger
Tableau 43	Comparaison des investissements de certaines grandes entreprises - Région de la Colombie-Britannique et du Nord - Entreprises des secteurs public et privé
Tableau 44	Entreprises dans la région de la Colombie-Britannique et du Nord - Prévisions de 1987 et 1988

TABLEAU 1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
 POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
 - CANADA

(en millions de dollars courants)

Secteur	Dépenses réelles 1986	Estimation des dépenses 1987	Dépenses prévues 1988	Variation en %	
				1987-1986	1988-1987
Aliments et boissons	465,1	609,4	612,9	31,0	0,5
Produits forestiers	1 677,4	2 120,8	2 549,8	26,4	20,2
Première transformation des métaux et fabrication de produits métalliques	1 098,3	1 162,3	893,4	5,8	-23,2
Produits chimiques	480,5	465,1	603,7	-3,3	29,8
Matériel de transport	1 803,8	1 742,2	1 798,2	-3,5	3,2
Matériel électrique, électronique et machines	835,6	980,3	1 006,4	17,3	2,6
Minéraux non métalliques	191,7	245,2	285,3	27,9	16,3
Autres, fabrication	273,0	335,5	398,0	22,8	18,6
<u>Total - fabrication</u>	6 825,4	7 660,8	8 147,7	12,2	6,3
Sociétés minières	899,0	929,7	971,9	3,4	4,5
Sociétés pétrolières et gazières	4 610,8	4 239,2	4 980,4	-8,1	17,4
Oléoducs et gazoducs	1 000,8	916,6	1 173,6	-8,5	28,0
Transport et entreposage	1 153,6	1 374,4	1 628,5	19,1	18,4
Télécommunications	2 883,8	3 470,1	3 800,5	20,3	9,5
Services publics (électricité)	4 807,3	5 253,8	6 306,2	9,2	20,0
Commerce, finances et autres	1 602,7	1 850,6	2 266,3	15,4	22,4
<u>Total - hors fabrication</u>	16 958,0	18 034,4	21 127,4	6,3	17,1
<u>TOTAL</u>	23 783,4	25 695,2	29 275,1	8,0	13,9

Ce tableau ne renferme que les données des 294 entreprises qui ont répondu pour les années 1986 (dépenses réelles), 1987 (estimation des dépenses) et 1988 (intentions).

TABLEAU 2

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
 POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
 - CANADA

(en millions de dollars constants de 1987)

Secteur	Dépenses réelles	Estimation des dépenses	Dépenses prévues	Variation en %	
	1986	1987	1988	1987-1986	1988-1987
Aliments et boissons	487,5	609,4	594,9	25,0	-4,1
Produits forestiers	1 741,7	2 120,8	2 439,5	21,7	15,0
Première transformation des métaux et fabrication de produits métalliques	1 139,9	1 162,3	855,3	1,9	-26,5
Produits chimiques	499,3	465,1	578,2	-6,9	24,3
Matériel de transport	1 856,8	1 742,2	1 720,5	-6,2	-1,3
Matériel électrique, électronique et machines	874,5	980,3	960,9	12,0	-2,0
Minéraux non métalliques	199,9	245,2	273,9	22,6	11,7
Autres, fabrication	284,1	335,5	381,8	18,0	13,8
<u>Total - fabrication</u>	7 083,7	7 660,8	7 795,0	8,1	1,7
Sociétés minières	937,0	929,7	929,8	-0,8	0,0
Sociétés pétrolières et gazières	4 764,1	4 239,2	4 773,4	-11,1	12,6
Oléoducs et gazoducs	1 043,7	916,6	1 121,1	-12,2	22,3
Transport et entreposage	1 201,9	1 374,4	1 568,9	14,3	14,1
Télécommunications	2 993,8	3 470,1	3 685,0	15,9	6,1
Services publics (électricité)	5 004,2	5 253,8	6 014,1	4,9	14,4
Commerce, finances et autres	1 675,3	1 850,6	2 161,7	10,4	16,8
<u>Total - hors fabrication</u>	17 620,0	18 034,4	20 254,0	2,3	12,3
<u>TOTAL</u>	24 703,7	25 695,2	28 049,0	4,0	9,1

Ce tableau ne renferme que les données des 294 entreprises qui ont répondu pour les années 1986 (dépenses réelles), 1987 (estimation des dépenses) et 1988 (intentions).

TABLEAU 3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
- SELON LA PROVINCE ET LA REGION

(en millions de dollars courants)

Province/région	Nombre d'entreprises	Dépenses	Estimation	Dépenses	Variation en %	
		réelles 1986	des dépenses 1987	prévues 1988	1987-1986	1988-1987
Terre-Neuve	26	402,5	370,4	450,3	-8,0	21,5
Île-du-Prince-Édouard	12	9,4	6,3	5,4	-33,0	-14,3
Nouvelle-Écosse	49	655,0	598,5	681,9	-8,7	13,9
Nouveau-Brunswick	31	470,5	356,6	359,9	-24,3	0,9
<u>Région de l'Atlantique</u>	79	1 686,8	1 423,2	1 619,0	-15,7	13,7
Québec	141	4 020,8	4 785,0	5 840,1	19,0	22,0
Ontario	177	8 828,9	9 518,3	9 733,4	7,8	2,2
Manitoba	59	764,1	750,1	884,7	-1,9	17,9
Saskatchewan	62	955,5	827,0	926,2	-13,5	11,9
Alberta	102	4 452,4	4 681,2	5 973,5	5,1	27,6
<u>Région des Prairies</u>	142	6 454,1	6 512,9	8 100,2	0,9	24,3
Colombie-Britannique	107	1 606,2	2 020,5	2 148,8	25,7	6,3
Yukon	6	9,1	8,8	10,4	-3,3	18,1
Territoires du Nord-Ouest	12	265,9	133,1	91,8	-50,0	-31,1
<u>Région de la Colombie- Britannique et du Nord</u>	115	1 928,6	2 199,3	2 289,3	14,0	4,0
<u>CANADA</u>	294	23 783,4	25 695,2	29 275,1	8,0	13,9

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 4

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES MANUFACTURIERES
 POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
 - SELON LA PROVINCE ET LA REGION

(en millions de dollars courants)

Province/région	Nombre d'entreprises	Dépenses	Estimation	Dépenses	Variation en %	
		réelles 1986	des dépenses 1987	prévues 1988	1987-1986	1988-1987
Terre-Neuve	9	88,9	82,3	86,3	-7,5	4,8
Île-du-Prince-Édouard	*	*	*	*	*	*
Nouvelle-Écosse	23	96,2	173,3	275,4	80,1	58,9
Nouveau-Brunswick	13	56,1	92,5	88,3	64,8	-4,6
<u>Région de l'Atlantique</u>	38	243,4	352,1	453,3	44,6	28,7
Québec	89	1 454,6	1 665,7	1 965,8	14,5	18,0
Ontario	117	4 038,8	3 952,3	3 651,0	-2,2	-7,7
Manitoba	23	47,6	43,6	45,9	-8,5	5,2
Saskatchewan	17	89,0	130,5	121,8	46,6	-6,7
Alberta	43	122,0	157,9	379,6	29,4	140,4
<u>Région des Prairies</u>	60	291,1	365,7	592,4	25,6	61,9
Colombie-Britannique	50	456,8	897,2	1 035,1	96,4	15,3
Yukon	*	*	*	*	*	*
Territoires du Nord-Ouest	*	*	*	*	*	*
<u>Région de la Colombie- Britannique et du Nord</u>	51	460,5	900,7	1 044,0	95,5	15,9
<u>CANADA</u>	165	6 825,4	7 660,8	8 147,7	12,2	6,3

* Les renseignements ont été supprimés pour empêcher l'identification d'une entreprise en particulier.

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 5

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES ENTREPRISES NON MANUFACTURIERES
 POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
 - SELON LA PROVINCE ET LA REGION

(en millions de dollars courants)

Province/région	Nombre d'entreprises	Dépenses	Estimation	Dépenses	Variation en %	
		réelles 1986	des dépenses 1987	prévues 1988	1987-1986	1988-1987
Terre-Neuve	17	313,6	288,1	364,0	-8,2	26,3
Île-du-Prince-Édouard	9	8,2	4,3	3,8	-47,6	-11,7
Nouvelle-Écosse	26	558,8	425,2	406,5	-24,0	-4,4
Nouveau-Brunswick	18	414,4	264,1	271,6	-36,3	2,8
<u>Région de l'Atlantique</u>	41	1 443,4	1 071,1	1 165,7	-25,8	8,8
Québec	52	2 566,2	3 119,3	3 874,3	21,5	24,2
Ontario	60	4 790,1	5 566,0	6 082,4	16,1	9,2
Manitoba	36	716,5	706,5	838,8	-1,4	18,7
Saskatchewan	45	866,5	696,5	804,4	-19,7	15,4
Alberta	59	4 330,4	4 523,3	5 593,9	4,4	23,6
<u>Région des Prairies</u>	82	6 163,0	6 147,2	7 507,8	-0,3	22,1
Colombie-Britannique	57	1 149,4	1 123,3	1 113,7	-2,3	-0,9
Yukon	6	9,1	8,8	10,4	-3,3	18,1
Territoires du Nord-Ouest	11	262,6	130,9	84,9	-50,2	-35,2
<u>Région de la Colombie- Britannique et du Nord</u>	64	1 468,1	1 298,6	1 245,3	-11,6	-4,2
<u>CANADA</u>	129	16 958,0	18 034,4	21 127,4	6,3	17,1

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 6

FACTEURS DE REDRESSEMENT DES COUTS DE 1987 A 1992

<u>Secteur</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u>	<u>1992</u>
Aliments et boissons	4,8	5,0	4,8	5,2	5,0	4,9
Produits forestiers	3,9	4,5	4,3	4,3	4,6	4,8
Première transformation des métaux et fabrication de produits métalliques	3,8	4,4	4,0	4,2	4,4	9,3
Produits chimiques	3,9	4,6	4,6	4,5	4,4	6,0
Matériel de transport	2,9	4,6	4,3	4,3	4,0	4,1
Matériel électrique, électronique et machines	4,6	4,6	4,5	5,1	5,1	4,7
Minéraux non métalliques	4,1	4,2	4,3	4,7	4,2	5,5
Autres, fabrication	4,1	4,1	4,3	4,4	3,0	7,8
<u>Total - fabrication</u>	<u>3,8</u>	<u>4,5</u>	<u>4,4</u>	<u>4,4</u>	<u>4,5</u>	<u>4,9</u>
Sociétés minières	4,1	4,6	4,5	4,1	4,2	5,8
Sociétés pétrolières et gazières	3,3	4,3	4,5	3,6	4,6	4,8
Oléoducs et gazoducs	4,3	4,7	4,7	4,5	4,9	3,0
Transport et entreposage	4,2	3,7	4,3	4,7	4,7	4,9
Télécommunications	3,8	3,2	3,4	6,0	2,6	4,0
Services publics (électricité)	4,1	5,0	4,9	5,7	5,4	6,6
Commerce, finances et autres	4,5	5,0	4,7	4,6	4,8	5,2
<u>Total - hors fabrication</u>	<u>3,9</u>	<u>4,2</u>	<u>4,5</u>	<u>5,2</u>	<u>4,8</u>	<u>5,8</u>
<u>TOTAL</u>	<u>3,8</u>	<u>4,4</u>	<u>4,4</u>	<u>5,0</u>	<u>4,8</u>	<u>5,7</u>

TABLEAU 7

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES CANADIENNES ET ETRANGERES PAR REGION

(en pourcentage)

<u>Province/région</u>	<u>ENTREPRISES CANADIENNES</u>			<u>ENTREPRISES ETRANGERES</u>		
	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>
Terre-Neuve	83	67	84	17	33	16
Île-du-Prince-Édouard	*	*	*	*	*	*
Nouvelle-Écosse	84	85	86	16	15	14
Nouveau-Brunswick	89	93	93	11	7	7
<u>Région de l'Atlantique</u>	82	81	83	18	19	17
Québec	86	85	82	14	15	18
Ontario	69	74	74	31	26	26
Manitoba	79	88	89	21	12	11
Saskatchewan	70	66	72	30	34	28
Alberta	50	53	52	50	47	48
<u>Région des Prairies</u>	55	57	57	45	43	43
Colombie-Britannique	59	69	70	41	31	30
Yukon	*	*	*	*	*	*
Territoires du Nord-Ouest	*	*	*	*	*	*
<u>Région de la Colombie-Britannique et du Nord</u>	56	67	67	44	33	33
<u>CANADA</u>	67	71	71	33	29	29

TABLEAU 8

DEPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1986-1988
- ENTREPRISES CANADIENNES/TOUS SECTEURS D'ACTIVITE

(en millions de dollars courants)

Province/région	Dépenses	Estimation	Dépenses	Variation en %	
	réelles 1986	des dépenses 1987	prévues 1988	1987-1986	1988-1987
Terre-Neuve	333,1	246,9	377,5	-25,9	52,8
Île-du-Prince-Édouard	*	*	*	*	*
Nouvelle-Écosse	551,9	508,8	587,5	-7,9	15,4
Nouveau-Brunswick	420,7	330,4	335,2	-21,5	1,4
<u>Région de l'Atlantique</u>	1 378,0	1 156,2	1 337,3	-16,1	15,6
Québec	3 459,8	4 087,0	4 816,9	18,1	17,8
Ontario	6 066,8	7 008,3	7 185,2	15,5	2,5
Manitoba	602,1	660,0	790,0	9,6	19,6
Saskatchewan	673,1	546,4	666,2	-18,9	21,9
Alberta	2 212,6	2 474,9	3 098,8	11,8	25,2
<u>Région des Prairies</u>	3 547,2	3 712,5	4 625,8	4,6	24,6
Colombie-Britannique	939,9	1 399,4	1 493,6	48,8	6,7
Yukon	*	*	*	*	*
Territoires du Nord-Ouest	*	*	*	*	*
<u>Région de la Colombie-Britannique et du Nord</u>	1 077,9	1 464,6	1 544,2	35,8	5,4
<u>CANADA</u>	15 980,0	18 157,9	20 646,4	13,6	13,7

*Les renseignements ont été supprimés pour empêcher l'identification d'une entreprise en particulier.

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 9

DEPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1986-1988
- ENTREPRISES ETRANGERES/TOUS SECTEURS D'ACTIVITE

(en millions de dollars courants)

Province/région	Dépenses réelles 1986	Estimation des dépenses 1987	Dépenses prévues 1988	Variation en %	
				1987-1986	1988-1987
Terre-Neuve	69,4	123,5	72,8	77,9	-41,1
Île-du-Prince-Édouard	*	*	*	*	*
Nouvelle-Écosse	103,1	89,7	94,4	-13,0	5,2
Nouveau-Brunswick	49,8	26,2	24,7	-47,4	-5,8
<u>Région de l'Atlantique</u>	308,8	267,0	281,7	-13,6	5,5
Québec	561,0	698,0	1 023,2	24,4	46,5
Ontario	2 762,1	2 510,0	2 548,2	-9,2	1,5
Manitoba	162,0	90,1	94,7	-44,4	5,1
Saskatchewan	282,4	280,6	260,0	-0,7	-7,4
Alberta	2 239,8	2 206,3	2 874,7	-1,5	30,2
<u>Région des Prairies</u>	2 906,9	2 800,4	3 474,4	-3,7	24,0
Colombie-Britannique	666,3	621,1	655,2	-6,8	5,4
Yukon	*	*	*	*	*
Territoires du Nord-Ouest	*	*	*	*	*
<u>Région de la Colombie- Britannique et du Nord</u>	850,7	734,7	745,1	-13,7	1,4
<u>CANADA</u>	7 803,4	7 537,3	8 628,7	-3,5	14,4

* Les renseignements ont été supprimés pour empêcher l'identification d'une entreprise en particulier.

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 10

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVE PAR REGION

(en pourcentage)

<u>Province/région</u>	<u>SECTEUR PUBLIC</u>			<u>SECTEUR PRIVE</u>		
	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>
Terre-Neuve	45	28	49	55	72	51
Île-du-Prince-Édouard	*	*	*	*	*	*
Nouvelle-Écosse	55	52	52	45	48	48
Nouveau-Brunswick	27	27	31	73	73	69
<u>Région de l'Atlantique</u>	40	36	42	60	64	58
Québec	42	43	44	58	57	56
Ontario	26	25	27	74	75	73
Manitoba	59	71	78	41	29	22
Saskatchewan	50	52	54	50	48	46
Alberta	13	20	19	87	80	81
<u>Région des Prairies</u>	24	29	29	76	71	71
Colombie-Britannique	24	22	18	76	78	82
Yukon	*	*	*	*	*	*
Territoires du Nord-Ouest	*	*	*	*	*	*
<u>Région de la Colombie-Britannique et du Nord</u>	21	21	18	79	79	82
<u>CANADA</u>	28	29	31	72	71	69

TABLEAU 11

DEPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1986-1988
- SECTEUR PUBLIC

(en millions de dollars courants)

Province/région	Dépenses réelles 1986	Estimation des dépenses 1987	Dépenses prévues 1988	Variation en %	
				1987-1986	1988-1987
Terre-Neuve	182,8	103,8	220,2	-43,3	112,1
Île-du-Prince-Édouard	*	*	*	*	*
Nouvelle-Écosse	357,9	311,3	351,5	-13,1	12,9
Nouveau-Brunswick	127,1	96,7	110,2	-24,0	13,9
<u>Région de l'Atlantique</u>	668,5	512,8	683,0	-23,3	33,1
Québec	1 679,1	2 063,9	2 583,9	22,9	25,1
Ontario	2 311,2	2 386,4	2 634,8	3,2	10,4
Manitoba	452,4	529,3	690,4	16,9	30,4
Saskatchewan	476,2	429,3	503,5	-9,9	17,2
Alberta	593,7	913,1	1 122,6	53,7	22,9
<u>Région des Prairies</u>	1 522,3	1 871,7	2 316,5	22,9	23,7
Colombie-Britannique	384,6	447,9	393,3	16,4	-12,2
Yukon	*	*	*	*	*
Territoires du Nord-Ouest	*	*	*	*	*
<u>Région de la Colombie- Britannique et du Nord</u>	402,7	464,6	410,2	15,3	-11,8
<u>CANADA</u>	6 739,5	7 525,4	8 945,9	11,6	18,8

* Les renseignements ont été supprimés pour empêcher l'identification d'une entreprise en particulier.

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 12

DEPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1986-1988
- SECTEUR PRIVE

(en millions de dollars courants)

Province/région	Dépenses réelles 1986	Estimation des dépenses 1987	Dépenses prévues 1988	Variation en %	
				1987-1986	1988-1987
Terre-Neuve	219,7	266,6	230,1	21,3	-13,7
Île-du-Prince-Édouard	8,8	5,5	4,3	-37,5	-21,9
Nouvelle-Écosse	297,1	287,2	330,4	-3,4	15,0
Nouveau-Brunswick	343,4	259,9	249,7	-24,4	-4,0
<u>Région de l'Atlantique</u>	1 018,3	910,4	936,0	-10,6	2,8
Québec	2 341,7	2 721,1	3 256,2	16,2	19,6
Ontario	6 517,7	7 131,9	7 098,6	9,4	-0,5
Manitoba	311,7	220,8	194,3	-29,2	-12,1
Saskatchewan	479,3	397,7	422,7	-17,1	6,2
Alberta	3 858,7	3 768,1	4 850,9	-2,4	28,7
<u>Région des Prairies</u>	4 931,8	4 641,2	5 783,7	-5,9	24,6
Colombie-Britannique	1 221,6	1 572,6	1 755,5	28,7	11,6
Yukon	*	*	*	*	*
Territoires du Nord-Ouest	*	*	*	*	*
<u>Région de la Colombie-Britannique et du Nord</u>	1 525,9	1 734,7	1 879,1	13,6	8,3
<u>CANADA</u>	17 043,9	18 169,8	20 329,2	6,6	11,8

* Les renseignements ont été supprimés pour empêcher l'identification d'une entreprise en particulier.

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Le tableau ci-dessus comprend les données " ajustées " pour chaque province et région. Ce système est appliqué séparément à chaque province. Par conséquent, les chiffres des provinces peuvent ne pas correspondre au total des régions, et les chiffres des régions peuvent ne pas correspondre au total ajusté pour le Canada. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme " ajusté ".

TABLEAU 13

INTENTIONS D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES 1986-1992

(en millions de dollars courants)

<u>Province/région</u>		<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>Total</u>
Terre-Neuve	(10)	228,3	218,4	288,4	259,2	403,8	453,8	355,4	2 207,3
Île-du-Prince-Édouard	(6)	1,3	1,8	2,1	2,2	2,8	2,3	3,2	15,7
Nouvelle-Écosse	(23)	166,1	203,5	301,8	168,1	99,6	125,0	118,4	1 182,5
Nouveau-Brunswick	(19)	377,3	278,4	274,0	222,4	219,3	209,5	213,4	1 794,3
<u>Région de l'Atlantique</u>	(39)	834,6	761,8	946,2	803,8	988,7	1 104,4	980,2	6 419,7
Québec	(70)	2 561,9	3 115,0	3 881,8	3 918,9	3 692,6	3 598,6	4 195,8	24 964,6
Ontario	(83)	3 710,1	4 015,8	4 578,4	4 722,1	4 445,7	4 249,0	4 457,1	30 178,2
Manitoba	(31)	461,0	463,5	628,3	647,7	619,7	541,6	466,4	3 828,2
Saskatchewan	(36)	770,8	629,3	736,1	1 002,0	953,6	904,5	738,8	5 735,1
Alberta	(54)	2 112,0	2 360,3	3 102,7	3 172,7	2 861,1	3 030,6	3 045,6	19 685,0
<u>Région des Prairies</u>	(75)	3 560,9	3 641,6	4 712,2	5 018,7	4 639,5	4 657,5	4 440,8	30 671,0
Colombie-Britannique	(54)	1 029,6	1 221,9	1 276,8	1 269,3	1 230,6	1 132,0	1 401,0	8 561,2
Yukon	(5)	9,0	8,2	10,3	8,3	8,6	9,3	9,7	63,4
Territoires du Nord-Ouest	(5)	34,7	43,6	29,8	23,2	163,2	207,2	515,4	1 017,1
<u>Région de la Colombie-Britannique et du Nord</u>	(59)	1 103,4	1 304,0	1 349,9	1 339,3	1 434,6	1 405,6	1 970,7	9 907,5
<u>CANADA</u>	(154)	12 364,0	13 475,6	16 265,2	16 489,0	15 849,2	15 591,7	16 619,5	106 654,2

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Ce tableau ne renferme que les données des entreprises qui ont répondu pour chacune des années de 1986 à 1992. Le nombre d'entreprises qui ont répondu est donné entre parenthèses. Voir au paragraphe 1) de l'annexe la définition du terme "ajusté".

TABLEAU 14

DEPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES EN DOLLARS COURANTS1986-1992

(1986 = 100)

	<u>Valeur de référence</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u>	<u>1992</u>
<u>Industrie</u>								
Aliments et boissons	175,6	100,0	122,7	155,9	115,5	102,5	108,3	99,4
Produits forestiers	1 043,2	100,0	121,8	154,1	148,5	118,5	91,8	93,9
Métaux de première transformation et fabrication de produits métalliques	61,4	100,0	181,4	292,8	143,0	66,8	77,7	80,5
Produits chimiques	247,2	100,0	103,7	137,3	120,6	111,7	100,9	100,6
Matériel de transport	409,5	100,0	154,4	198,8	170,8	157,1	148,0	139,6
Matériel électrique, électronique et machines	301,7	100,0	123,9	152,1	146,4	141,4	149,8	153,4
Minéraux non métalliques	73,5	100,0	102,0	141,5	99,7	88,3	97,3	80,0
Autres, fabrication	102,5	100,0	110,6	167,1	164,8	135,6	82,0	86,0
<u>Total - fabrication</u>	<u>2 414,6</u>	<u>100,0</u>	<u>126,2</u>	<u>163,5</u>	<u>145,8</u>	<u>124,5</u>	<u>110,1</u>	<u>109,1</u>
Sociétés minières	128,6	100,0	87,4	111,3	111,4	75,3	78,1	95,0
Sociétés pétrolières et gazières	2 426,5	100,0	98,1	119,6	126,0	135,8	151,6	157,4
Oléoducs et gazoducs	639,4	100,0	86,5	93,1	115,3	124,6	111,4	165,6
Transport et entreposage	877,1	100,0	105,4	118,3	103,2	101,5	101,2	110,2
Télécommunications	744,0	100,0	107,1	117,8	129,0	125,0	118,2	117,3
Services publics (électricité)	4 372,0	100,0	111,8	135,4	146,2	140,6	138,5	153,9
Commerce, finances et autres	761,8	100,0	112,6	122,4	97,0	83,6	74,2	68,8
<u>Total - hors fabrication</u>	<u>9 949,4</u>	<u>100,0</u>	<u>105,5</u>	<u>124,4</u>	<u>129,6</u>	<u>128,3</u>	<u>129,2</u>	<u>141,3</u>
<u>TOTAL</u>	<u>12 364,0</u>	<u>100,0</u>	<u>109,6</u>	<u>132,2</u>	<u>132,8</u>	<u>127,5</u>	<u>125,4</u>	<u>134,9</u>

Ce tableau ne renferme que les données des 154 entreprises ayant répondu pour les années 1986 à 1992. La valeur de référence est donnée en millions de dollars.

TABLEAU 15

FACTEURS CONSIDERES COMME AYANT UNE INFLUENCE SUR LES INVESTISSEMENTS ACTUELS ET ENVISAGES

(Nombre de réponses)

Facteurs Région du siège social	Atlantique		Québec		Ontario		Alberta		Prairies		Colombie-Britannique et Nord		TOTAL	
	A87	O87	A87	O87	A87	O87	A87	O87	A87	O87	A87	O87	A87	O87
	Réglementation fédérale canadienne	4	8	8	13	33	22	17	18	21	22	12	6	78
Réglementation canadienne non fédérale	4	7	4	7	20	12	10	12	12	15	4	4	44	45
Réglementation de gouvernements étrangers	1	2	0	4	8	9	3	5	6	7	5	3	20	25
Taux de change	2	4	2	5	15	14	10	7	10	10	4	5	33	38
Obstacles non tarifaires (Canada)	1	2	1	2	6	4	2	1	2	3	0	1	10	12
Tarif douanier canadien trop élevé	1	1	1	1	4	2	0	1	1	3	0	0	7	7
Tarif douanier canadien trop bas	1	0	0	0	6	4	0	0	1	1	0	0	8	5
Obstacles douaniers à l'étranger	0	1	1	5	12	7	4	6	6	10	5	3	24	26
Autres facteurs commerciaux	0	1	3	6	8	8	3	4	4	6	4	5	19	26
Rentrées d'argent prévues	7	10	10	10	43	37	23	19	28	25	14	11	102	93
Taux de rendement	5	7	10	13	33	33	20	15	21	19	13	12	82	84
Autres conditions de financement interne	0	3	0	1	9	7	4	3	5	4	2	2	16	17
Coûts de financement	2	5	1	1	13	15	10	11	10	13	6	2	32	36
Disponibilité des fonds	1	3	0	2	14	13	4	4	4	5	1	2	20	25
Autres conditions de financement externe	0	0	0	1	4	5	3	3	3	4	1	1	8	11
Autres facteurs financiers et monétaires	1	1	0	2	5	3	1	1	1	2	0	0	7	8
Pénurie de matières premières	3	2	1	0	1	1	1	0	1	1	2	3	8	7
Pénurie de machines et de matériel	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2	2
Pénurie de main-d'oeuvre	0	2	1	1	1	5	0	0	0	0	1	2	3	10
Problèmes ouvriers	1	2	1	3	6	3	0	0	0	1	6	5	14	14
Ventes prévues au Canada	3	9	8	12	50	47	18	20	22	24	9	13	92	105
Ventes prévues à l'étrange	2	5	6	9	21	30	13	13	19	18	8	15	56	77
Conjoncture économique prévue au Canada	3	4	7	8	24	27	15	11	19	17	4	9	57	65
Conjoncture économique prévue à l'étranger	0	1	4	8	10	11	13	10	16	13	4	11	34	44
Autres facteurs	1	1	2	0	11	9	8	8	8	8	0	2	22	20
TAILLE DE L'ECHANTILLON	19	24	52	50	150	145	42	44	60	61	32	31	315	313

A87 = Avril 1987

O87 = Octobre 1987

TABLEAU 16

TOTAL DES DEPENSES EN IMMOBILISATIONS - REPARTITION PAR OBJECTIF

	<u>Nombre d'entreprises</u>	<u>1987</u> (en millions de dollars)	<u>1988</u> (en millions de dollars)
Recherche et développement	63	290,8	364,7
Réduction de la pollution	69	350,3	363,0
Milieu de travail	79	160,9	197,5
Agrandissement des installations - Emplacement actuel	143	6 911,6	7 910,7
Amélioration et remplacement des installations actuelles	216	6 720,5	7 691,5
Amélioration et remplacement des - Nouvel emplacement	81	4 694,1	5 538,3
Autres	97	2 849,0	3 213,0
<u>TOTAL*</u>	<u>248</u>	<u>21 977,2</u>	<u>25 278,7</u>

* Comme chaque entreprise peut répartir ses dépenses en plusieurs catégories d'objectifs, ce chiffre ne correspond pas à la somme des éléments de la colonne.

Estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

TABLEAU 17

TOTAL DES DEPENSES EN IMMOBILISATIONS - REPARTITION PAR OBJECTIF

(Ventilation en pourcentage du total)

	<u>Fabrication</u>		<u>Hors fabrication</u>		<u>Total</u>	
	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>
Recherche et développement	3,0	4,1	0,7	0,5	1,3	1,4
Réduction de la pollution	2,2	2,0	1,4	1,2	1,6	1,4
Milieu de travail	1,3	1,4	0,5	0,6	0,7	0,8
Agrandissement des installations - Emplacement actuel	16,7	15,5	37,1	37,0	31,4	31,3
Amélioration et remplacement des installations actuelles	48,4	50,7	23,8	23,1	30,6	30,4
Agrandissement des installations - Nouvel emplacement	9,2	7,6	26,0	27,1	21,4	21,9
Autres	19,2	18,7	10,7	10,6	12,9	12,6
<u>TOTAL</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>

Les pourcentages peuvent ne pas atteindre 100 % en raison de l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 18

DEPENSES EN IMMOBILISATIONS - REPARTITION PAR OBJECTIF1988-1987

(Taux de variation annuel des niveaux de dépenses)

	<u>Fabrication</u>	<u>Hors fabrication</u>	<u>Total</u>
Recherche et développement	50,3	-16,7	25,4
Réduction de la pollution	0,1	5,7	3,6
Milieu de travail	19,9	25,4	22,7
Agrandissement des installations - Emplacement actuel	2,7	16,4	14,4
Amélioration et remplacement des installations actuelles	15,4	13,6	14,4
Agrandissement des installations - Nouvel emplacement	-9,9	21,7	17,9
Autres	7,5	16,4	12,8
<u>TOTAL</u>	<u>10,2</u>	<u>16,8</u>	<u>15,0</u>

* Les variations annuelles du total des investissements diffèrent de celles qui figurent au tableau 1 en raison du champ d'observation différent.

TABLEAU 19

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
 POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
 - REGION DE L'ATLANTIQUE

	(en millions de dollars courants)				
	Dépenses réelles 1986	Estimation des dépenses 1987	Dépenses prévues 1988	Taux de variation annuel	
				1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	243,4 (6 825,4)	352,1 (7 660,8)	453,3 (8 147,7)	44,6 (12,2)	28,7 (6,3)
Total - hors fabrication	1 443,4 (16 958,0)	1 071,1 (18 034,4)	1 165,7 (21 127,4)	-25,8 (6,3)	8,8 (17,1)
TOTAL	1 686,8 (23 783,4)	1 423,2 (25 695,2)	1 619,0 (29 275,1)	-15,7 (8,0)	13,7 (13,9)

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Aux fins de comparaisons, les chiffres pour le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 20

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- REGION DE L'ATLANTIQUE

(Taux de variation annuel)

	Entreprises sous contrôle canadien		Entreprises sous contrôle étranger	
	1987-1986	1988-1987	1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	55,5 (24,7)	32,8 (-2,8)	15,1 (-0,4)	13,5 (17,8)
Total - hors fabrication	-26,8 (10,6)	10,2 (18,7)	-21,3 (-5,9)	2,3 (11,7)
<u>TOTAL</u>	-16,1 (13,6)	15,6 (13,7)	-13,6 (-3,5)	5,5 (14,4)

TABLEAU 21

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- REGION DE L'ATLANTIQUE

(Taux de variation annuel)

	Secteur public		Secteur privé	
	1987-1986	1988-1987	1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	* (52,4)	* (-3,1)	15,2 (11,0)	13,8 (6,7)
Total - hors fabrication	* (10,4)	* (19,7)	-18,5 (3,7)	-2,0 (15,3)
<u>TOTAL</u>	-23,3 (11,6)	33,1 (18,8)	-10,6 (6,6)	2,8 (11,8)

* Des données ont été supprimées afin d'en respecter le caractère confidentiel.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 22

ENTREPRISES DANS LA REGION DE L'ATLANTIQUE - PREVISIONS POUR 1987 ET 1988

(Ventilation en pourcentage des réponses)

	1987-1986			1988-1987		
	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration
Ventes au Canada	70,5 (61,1)	17,6 (20,0)	11,7 (18,7)	76,4 (64,1)	11,7 (25,7)	11,7 (10,0)
Exportations	46,1 (51,4)	46,1 (31,7)	7,6 (16,7)	46,1 (52,8)	46,1 (33,9)	7,6 (13,2)
Bénéfices	64,7 (69,2)	11,7 (11,2)	23,5 (19,4)	70,5 (63,6)	11,7 (22,9)	17,6 (13,4)
Emploi	58,8 (30,3)	35,2 (39,7)	5,8 (29,9)	41,1 (30,9)	52,9 (52,3)	5,8 (16,7)
Situation financière	64,7 (58,0)	17,6 (31,6)	17,6 (10,3)	58,8 (50,8)	35,2 (43,0)	5,8 (6,0)
Situation des affaires au Canada	46,6 (46,3)	53,3 (47,7)	0,0 (5,8)	13,3 (29,7)	73,3 (58,1)	13,3 (12,1)
Climat de l'investissement étranger	0,0 (28,8)	100,0 (68,6)	0,0 (2,5)	0,0 (24,5)	100,0 (72,0)	0,0 (3,3)

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

Vingt-quatre entreprises dont le siège social se trouve dans la région de l'Atlantique ont participé à l'enquête.

TABLEAU 23

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
- QUEBEC

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles		Estimation des dépenses		Dépenses prévues		Taux de variation annuel			
	1986		1987		1988		1987-1986		1988-1987	
Total - fabrication	1 454,6	(6 825,4)	1 665,7	(7 660,8)	1 965,8	(8 147,7)	14,5	(12,2)	18,0	(6,3)
Total - hors fabrication	2 566,2	(16 958,0)	3 119,3	(18 034,4)	3 874,3	(21 127,4)	21,5	(6,3)	24,2	(17,1)
TOTAL	4 020,8	(23 783,4)	4 785,0	(25 695,2)	5 840,1	(29 275,1)	19,0	(8,0)	22,0	(13,9)

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Aux fins de comparaisons, les chiffres pour le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 24

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- QUEBEC

(Taux de variation annuel)

	Entreprises sous contrôle canadien		Entreprises sous contrôle étranger	
	1987-1986	1988-1987	1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	12,1 (24,7)	-3,7 (-2,8)	20,6 (-0,4)	70,4 (17,8)
Total - hors fabrication	20,7 (10,6)	26,5 (18,7)	33,9 (-5,9)	-8,3 (11,7)
<u>TOTAL</u>	18,1 (13,6)	17,8 (13,7)	24,4 (-3,5)	46,5 (14,4)

TABLEAU 25

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- QUEBEC

(Taux de variation annuel)

	Secteur public		Secteur privé	
	1987-1986	1988-1987	1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	* (52,4)	* (-3,1)	13,1 (11,0)	25,2 (6,7)
Total - hors fabrication	* (10,4)	* (19,7)	20,0 (3,7)	12,9 (15,3)
<u>TOTAL</u>	22,9 (11,6)	25,1 (18,8)	16,2 (6,6)	19,6 (11,8)

* Des données ont été supprimées afin d'en respecter le caractère confidentiel.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 26

ENTREPRISES AU QUEBEC - PREVISIONS POUR 1987 ET 1988

(Ventilation en pourcentage des réponses)

	1987-1986			1988-1987		
	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration
Ventes au Canada	63,1 (61,1)	15,7 (20,0)	21,0 (18,7)	65,7 (64,1)	21,0 (25,7)	13,1 (10,0)
Exportations	64,2 (51,4)	28,5 (31,7)	7,1 (16,7)	64,2 (52,8)	32,1 (33,9)	3,5 (13,2)
Bénéfices	73,6 (69,2)	5,2 (11,2)	21,0 (19,4)	86,8 (63,6)	7,8 (22,9)	5,2 (13,4)
Emploi	34,2 (30,3)	39,4 (39,7)	26,3 (29,9)	28,9 (30,9)	42,1 (52,3)	28,9 (16,7)
Situation financière	62,1 (58,0)	29,7 (31,6)	8,1 (10,3)	62,1 (50,8)	32,4 (43,0)	5,4 (6,0)
Situation des affaires au Canada	55,5 (46,3)	41,6 (47,7)	2,7 (5,8)	30,5 (29,7)	58,3 (58,1)	11,1 (12,1)
Climat de l'inves- tissement étranger	36,3 (28,8)	63,6 (68,6)	0,0 (2,5)	27,2 (24,5)	72,7 (72,0)	0,0 (3,3)

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

Cinquante entreprises dont le siège social se trouve au Québec ont participé à l'enquête.

TABLEAU 27

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
 POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
 - ONTARIO

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles 1986		Estimation des dépenses 1987		Dépenses prévues 1988		Taux de variation annuel			
							1987-1986		1988-1987	
Total - fabrication	4 038,8	(6 825,4)	3 952,3	(7 660,8)	3 651,0	(8 147,7)	-2,2	(12,2)	-7,7	(6,3)
Total - hors fabrication	4 790,1	(16 958,0)	5 566,0	(18 034,4)	6 082,4	(21 127,4)	16,1	(6,3)	9,2	(17,1)
TOTAL	8 828,9	(23 783,4)	9 518,3	(25 695,2)	9 733,4	(29 275,1)	7,8	(8,0)	2,2	(13,9)

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Aux fins de comparaisons, les chiffres pour le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 28

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- ONTARIO

(Taux de variation annuel)

	Entreprises sous contrôle canadien		Entreprises sous contrôle étranger	
	1987-1986	1988-1987	1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	11,6 (24,7)	-17,5 (-2,8)	-12,6 (-0,4)	1,8 (17,8)
Total - hors fabrication	17,0 (10,6)	10,1 (18,7)	8,0 (-5,9)	0,2 (11,7)
<u>TOTAL</u>	15,5 (13,6)	2,5 (13,7)	-9,2 (-3,5)	1,5 (14,4)

TABLEAU 29

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- ONTARIO

(Taux de variation annuel)

	Secteur public		Secteur privé	
	1987-1986	1988-1987	1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	* (52,4)	* (-3,1)	-2,0 (11,0)	-7,8 (6,7)
Total - hors fabrication	* (10,4)	* (19,7)	27,3 (3,7)	8,3 (15,3)
<u>TOTAL</u>	3,2 (11,6)	10,4 (18,8)	9,4 (6,6)	-0,5 (11,8)

* Des données ont été supprimées afin d'en respecter le caractère confidentiel.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 30

ENTREPRISES EN ONTARIO - PREVISIONS POUR 1987 ET 1988

(Ventilation en pourcentage des réponses)

	1987-1986			1988-1987		
	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration
Ventes au Canada	64,5 (61,1)	17,7 (20,0)	17,7 (18,7)	66,6 (64,1)	22,9 (25,7)	10,4 (10,0)
Exportations	47,2 (51,4)	28,3 (31,7)	24,3 (16,7)	50,6 (52,8)	30,6 (33,9)	18,6 (13,2)
Bénéfices	67,3 (69,2)	11,5 (11,2)	21,0 (19,4)	62,1 (63,6)	24,2 (22,9)	13,6 (13,4)
Emploi	32,6 (30,3)	35,7 (39,7)	31,6 (29,9)	35,7 (30,9)	47,9 (52,3)	16,3 (16,7)
Situation financière	53,6 (58,0)	32,9 (31,6)	13,4 (10,3)	47,9 (50,8)	42,7 (43,0)	9,3 (6,0)
Situation des affaires au Canada	43,1 (46,3)	49,4 (47,7)	7,3 (5,8)	22,1 (29,7)	58,9 (58,1)	18,9 (12,1)
Climat de l'investissement étranger	22,4 (28,8)	71,4 (68,6)	6,1 (2,5)	16,3 (24,5)	75,5 (72,0)	8,1 (3,3)

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

Cent quarante-cinq entreprises dont le siège social se trouve en Ontario ont participé à l'enquête.

TABLEAU 31

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
 POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
 - REGION DES PRAIRIES

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles		Estimation des dépenses		Dépenses prévues		Taux de variation annuel			
	1986		1987		1988		1987-1986		1988-1987	
Total - fabrication	291,1	(6 825,4)	365,7	(7 660,8)	592,4	(8 147,7)	25,6	(12,2)	61,9	(6,3)
Total - hors fabrication	6 163,0	(16 958,0)	6 147,2	(18 034,4)	7 507,8	(21 127,4)	-0,3	(6,3)	22,1	(17,1)
TOTAL	6 454,1	(23 783,4)	6 512,9	(25 695,2)	8 100,2	(29 275,1)	0,9	(8,0)	24,3	(13,9)

TABLEAU 32

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
 POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
 - MANITOBA

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles		Estimation des dépenses		Dépenses prévues		Taux de variation annuel			
	1986		1987		1988		1987-1986		1988-1987	
Total - fabrication	47,6	(6 825,4)	43,6	(7 660,8)	45,9	(8 147,7)	-8,5	(12,2)	5,2	(6,3)
Total - hors fabrication	716,5	(16 958,0)	706,5	(18 034,4)	838,8	(21 127,4)	-1,4	(6,3)	18,7	(17,1)
TOTAL	764,1	(23 783,4)	750,1	(25 695,2)	884,7	(29 275,1)	-1,9	(8,0)	17,9	(13,9)

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Aux fins de comparaisons, les chiffres pour le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 33

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
- SASKATCHEWAN

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles 1986		Estimation des dépenses 1987		Dépenses prévues 1988		Taux de variation annuel			
							1987-1986		1988-1987	
Total - fabrication	89,0	(6 825,4)	130,5	(7 660,8)	121,8	(8 147,7)	46,6	(12,2)	-6,7	(6,3)
Total - hors fabrication	866,5	(16 958,0)	696,5	(18 034,4)	804,4	(21 127,4)	-19,7	(6,3)	15,4	(17,1)
TOTAL	955,5	(23 783,4)	827,0	(25 695,2)	926,2	(29 275,1)	-13,5	(8,0)	11,9	(13,9)

TABLEAU 34

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
- ALBERTA

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles 1986		Estimation des dépenses 1987		Dépenses prévues 1988		Taux de variation annuel			
							1987-1986		1988-1987	
Total - fabrication	122,0	(6 825,4)	157,9	(7 660,8)	379,6	(8 147,7)	29,4	(12,2)	140,4	(6,3)
Total - hors fabrication	4 330,4	(16 958,0)	4 523,3	(18 034,4)	5 593,9	(21 127,4)	4,4	(6,3)	23,6	(17,1)
TOTAL	4 452,4	(23 783,4)	4 681,2	(25 695,2)	5 973,5	(29 275,1)	5,1	(8,0)	27,6	(13,9)

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Aux fins de comparaisons, les chiffres pour le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 35

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- REGION DES PRAIRIES

(Taux de variation annuel)

	Entreprises sous contrôle canadien		Entreprises sous contrôle étranger	
	1987-1986	1988-1987	1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	-10,9 (24,7)	21,3 (-2,8)	76,1 (-0,4)	90,4 (17,8)
Total - hors fabrication	5,4 (10,6)	24,7 (18,7)	-7,2 (-5,9)	18,5 (11,7)
<u>TOTAL</u>	4,6 (13,6)	24,6 (13,7)	-3,7 (-3,5)	24,0 (14,4)

TABLEAU 36

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- REGION DES PRAIRIES

(Taux de variation annuel)

	Secteur public		Secteur privé	
	1987-1986	1988-1987	1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	* (52,4)	* (-3,1)	25,6 (11,0)	61,9 (6,7)
Total - hors fabrication	* (10,4)	* (19,7)	-7,9 (3,7)	21,4 (15,3)
<u>TOTAL</u>	22,9 (11,6)	23,7 (18,8)	-5,9 (6,6)	24,6 (11,8)

* Des données ont été supprimées afin d'en respecter le caractère confidentiel.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 37

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- ALBERTA

(Taux de variation annuel)

	Entreprises sous contrôle canadien		Entreprises sous contrôle étranger	
	1987-1986	1988-1987	1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	28,7 (24,7)	27,7 (-2,8)	30,2 (-0,4)	287,8 (17,8)
Total - hors fabrication	11,3 (10,6)	25,1 (18,7)	-2,3 (-5,9)	22,0 (11,7)
<u>TOTAL</u>	11,8 (13,6)	25,2 (13,7)	-1,5 (-3,5)	30,2 (14,4)

TABLEAU 38

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- ALBERTA

(Taux de variation annuel)

	Secteur public		Secteur privé	
	1987-1986	1988-1987	1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	* (52,4)	* (-3,1)	29,4 (11,0)	140,4 (6,7)
Total - hors fabrication	* (10,4)	* (19,7)	-3,4 (3,7)	23,8 (15,3)
<u>TOTAL</u>	53,7 (11,6)	22,9 (18,8)	-2,4 (6,6)	28,7 (11,8)

* Des données ont été supprimées afin d'en respecter le caractère confidentiel.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 39

ENTREPRISES DANS LES PRAIRIES - PREVISIONS POUR 1987 ET 1988

(Ventilation en pourcentage des réponses)

	1987-1986			1988-1987		
	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration
Ventes au Canada	46,1 (61,1)	26,9 (20,0)	26,9 (18,7)	50,0 (64,1)	42,3 (25,7)	7,6 (10,0)
Exportations	44,4 (51,4)	38,8 (31,7)	16,6 (16,7)	47,2 (52,8)	38,8 (33,9)	13,8 (13,2)
Bénéfices	65,3 (69,2)	17,3 (11,2)	17,3 (19,4)	44,2 (63,6)	36,5 (22,9)	19,2 (13,4)
Emploi	26,9 (30,3)	42,3 (39,7)	30,7 (29,9)	27,4 (30,9)	64,7 (52,3)	7,8 (16,7)
Situation financière	59,6 (58,0)	32,6 (31,6)	7,6 (10,3)	42,3 (50,8)	55,7 (43,0)	1,9 (6,0)
Situation des affaires au Canada	38,4 (46,3)	51,9 (47,7)	9,6 (5,8)	34,6 (29,7)	63,4 (58,1)	1,9 (12,1)
Climat de l'inves- tissement étranger	32,0 (28,8)	68,0 (68,6)	0,0 (2,5)	36,0 (24,5)	64,0 (72,0)	0,0 (3,3)

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

Soixante-et-un entreprises dont le siège social se trouve dans la région des Prairies ont participé à l'enquête.

TABLEAU 40

ENTREPRISES EN ALBERTA - PREVISIONS POUR 1987 ET 1988

(Ventilation en pourcentage des réponses)

	1987-1986			1988-1987		
	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration	Hausse - Amélioration	Aucun Changement	Baisse - Détérioration
Ventes au Canada	50,0 (61,1)	18,4 (20,0)	31,5 (18,7)	57,8 (64,1)	34,2 (25,7)	7,8 (10,0)
Exportations	42,3 (51,4)	38,4 (31,7)	19,2 (16,7)	46,1 (52,8)	38,4 (33,9)	15,3 (13,2)
Bénéfices	63,1 (69,2)	21,0 (11,2)	15,7 (19,4)	47,3 (63,6)	34,2 (22,9)	18,4 (13,4)
Emploi	26,3 (30,3)	42,1 (39,7)	31,5 (29,9)	35,1 (30,9)	62,1 (52,3)	2,7 (16,7)
Situation financière	57,8 (58,0)	34,2 (31,6)	7,8 (10,3)	36,8 (50,8)	60,5 (43,0)	2,6 (6,0)
Situation des affaires au Canada	42,1 (46,3)	47,3 (47,7)	10,5 (5,8)	36,8 (29,7)	60,5 (58,1)	2,6 (12,1)
Climat de l'Inves- tissement étranger	22,2 (28,8)	77,7 (68,6)	0,0 (2,5)	33,3 (24,5)	66,6 (72,0)	0,0 (3,3)

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

Quarante-quatre entreprises dont le siège social se trouve dans la région de l'Alberta ont participé à l'enquête.

TABLEAU 41

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
 POUR 1986 ET 1987 ET INTENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR 1988
 - COLOMBIE-BRITANNIQUE ET REGION DU NORD

(en millions de dollars courants)

	Dépenses réelles 1986		Estimation des dépenses 1987		Dépenses prévues 1988		Taux de variation annuel			
							1987-1986		1988-1987	
Total - fabrication	460,5	(6 825,4)	900,7	(7 660,8)	1 044,0	(8 147,7)	95,5	(12,2)	15,9	(6,3)
Total - hors fabrication	1 468,1	(16 958,0)	1 298,6	(18 034,4)	1 245,3	(21 127,4)	-11,6	(6,3)	-4,2	(17,1)
TOTAL	1 928,6	(23 783,4)	2 199,3	(25 695,2)	2 289,3	(29 275,1)	14,0	(8,0)	4,0	(13,9)

Dépenses réelles pour 1986, estimation des dépenses pour 1987 et dépenses prévues pour 1988.

Aux fins de comparaisons, les chiffres pour le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 42

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- COLOMBIE-BRITANNIQUE ET REGION DU NORD

(Taux de variation annuel)

	Entreprises sous contrôle canadien		Entreprises sous contrôle étranger	
	1987-1986	1988-1987	1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	146,5 (24,7)	20,2 (-2,8)	15,9 (-0,4)	1,4 (17,8)
Total - hors fabrication	-3,2 (10,6)	7,9 (18,7)	-21,6 (-5,9)	1,4 (11,7)
<u>TOTAL</u>	35,8 (13,6)	5,4 (13,7)	-13,7 (-3,5)	1,4 (14,4)

TABLEAU 43

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
- COLOMBIE-BRITANNIQUE ET REGION DU NORD

(Taux de variation annuel)

	Secteur public		Secteur privé	
	1987-1986	1988-1987	1987-1986	1988-1987
Total - fabrication	* (52,4)	* (-3,1)	95,5 (11,0)	15,9 (6,7)
Total - hors fabrication	* (10,4)	* (19,7)	-21,8 (3,7)	0,1 (15,3)
<u>TOTAL</u>	15,3 (11,6)	-11,8 (18,8)	13,6 (6,6)	8,3 (11,8)

* Des données ont été supprimées afin d'en respecter le caractère confidentiel.

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 44

ENTREPRISES DANS LA REGION DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET DU NORD - PREVISIONS POUR 1987 ET 1988

(Ventilation en pourcentage des réponses)

	1987-1986			1988-1987		
	<u>Hausse - Amélioration</u>	<u>Aucun Changement</u>	<u>Baisse - Déterioration</u>	<u>Hausse - Amélioration</u>	<u>Aucun Changement</u>	<u>Baisse - Déterioration</u>
Ventes au Canada	72,0 (61,1)	20,0 (20,0)	8,0 (18,7)	76,0 (64,1)	16,0 (25,7)	8,0 (10,0)
Exportations	66,6 (51,4)	23,8 (31,7)	9,5 (16,7)	61,9 (52,8)	28,5 (33,9)	9,5 (13,2)
Bénéfices	82,1 (69,2)	3,5 (11,2)	14,2 (19,4)	71,4 (63,6)	17,8 (22,9)	10,7 (13,4)
Emploi	7,1 (30,3)	50,0 (39,7)	42,8 (29,9)	17,8 (30,9)	57,1 (52,3)	25,0 (16,7)
Situation financière	62,9 (58,0)	33,3 (31,6)	3,7 (10,3)	59,2 (50,8)	37,0 (43,0)	3,7 (6,0)
Situation des affaires au Canada	62,5 (46,3)	37,5 (47,7)	0,0 (5,8)	58,3 (29,7)	33,3 (58,1)	8,3 (12,1)
Climat de l'investissement étranger	53,8 (28,8)	46,1 (68,6)	0,0 (2,5)	46,1 (24,5)	53,8 (72,0)	0,0 (3,3)

Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

Trente-et-une entreprises dont le siège social se trouve en Colombie-Britannique et dans la région du Nord ont participé à l'enquête.

ANNEXE

- ANNEXE -

Nature et portée de l'enquête sur les intentions
d'investissement des entreprises

1) Tous les tableaux présentant des données régionales sont fondés sur un échantillon d'entreprises "rajusté" afin d'éviter des variations du nombre d'entreprises fournissant des données chaque année. Ce rajustement permet de procéder à des comparaisons cohérentes, puisque seules les données correspondant à des entreprises ayant répondu aux deux dernières enquêtes pour des années déterminées, c'est-à-dire 1986, 1987 et 1988 sont utilisées.

Ce système de rajustement est appliqué séparément aux diverses catégories d'investissement indiquées dans les tableaux régionaux. Par conséquent, les totaux régionaux obtenus d'après cette méthode d'échantillonnage rajusté ne correspondent pas nécessairement aux chiffres totaux pour le Canada.

2) Le problème que posent les entreprises qui ne fournissent pas la répartition régionale de leurs investissements ne porte pas à conséquence. Le tableau qui suit permet de rapprocher l'ensemble des sommes déclarées au tableau 1 et le total des investissements réparti par région.

	<u>1987</u>	<u>1988</u>
	(en milliards de dollars courants)	
Totaux d'après le tableau 1	25,70	29,28
Sommes déclarées par région		
Atlantique	1,42	1,62
Québec	4,78	5,84
Ontario	9,52	9,73
Prairies	6,51	8,10
C.-B. et Nord	2,20	2,29
Non réparti*	<u>0,50</u>	<u>0,80</u>
Total	<u>24,93</u>	<u>28,38</u>
Différence entre les totaux	0,77	0,90
Partie de la différence expliquée par "rajustement"	0,42	0,55
Partie de la différence expliquée par le manque de données sur le répartition régionale	0,35	0,35

* Cette catégorie comprend les investissements non attribués à une région particulière, faute de savoir dans quelle province ou région ils seraient effectués, ainsi que les dépenses consacrées à des machines et à du matériel mobiles qui ne sont pas affectées à une région précise, comme le matériel roulant des chemins de fer ou les navires.

3) Le fait que les entreprises font leurs déclarations comme société plutôt qu'en fonction des établissements influe indéniablement sur la répartition sectorielle des totaux des régions et de l'ensemble du Canada, c'est-à-dire sur le classement des dépenses dans des catégories comme la fabrication, le secteur hors fabrication, etc. Par conséquent, les résultats sectoriels de l'enquête du MEIR ne peuvent être comparés à ceux de l'Enquête sur les investissements privés et publics au Canada de Statistique Canada. Nous croyons tout de même que les sociétés interrogées assurent une proportion importante de l'ensemble des investissements au Canada, déclarés par Statistique Canada.

4) Le tableau qui suit indique le nombre des sociétés dont les statistiques d'investissement sont rajustées et qui participent à l'enquête du MEIR dans le secteur de fabrication et le secteur hors fabrication, ainsi que selon la région de l'investissement. Comme l'enquête porte sur les grandes entreprises, ces dernières prévoient généralement investir dans plus d'une région, de sorte que les chiffres relatifs à l'ensemble du Canada ne correspondent pas à la somme des chiffres régionaux.

	<u>Atlantique</u>	<u>Québec</u>	<u>Ontario</u>	<u>Prairies</u>	<u>C.-B. et Nord</u>	<u>CANADA</u>
Fabrication	38	89	117	60	51	165
Hors fabrication	41	52	60	82	64	129
TOTAL	79	141	177	142	115	294

5) On trouvera en annexe le questionnaire utilisé pour le sondage.



Government of Canada

Regional Industrial Expansion

235 Queen St. (EESA)
Ottawa, Canada
K1A 0H5

Gouvernement du Canada

Expansion industrielle régionale

235, rue Queen (EESA)
Ottawa, Canada
K1A 0H5

CAPITAL INVESTMENT INTENTIONS AND OUTLAYS
1985 to 1992
PROTECTED (When Completed)

INVESTISSEMENTS PROJÉTÉS ET RÉELS
1985 à 1992
DOCUMENTS PROTÉGÉS (une fois rempli)

When reporting on a fiscal year basis, (e.g. April 1, 19— to March 31, 19—) figures for the twelve months should be entered in the column for the year in which the greater number of months of that fiscal year falls.

Lorsque les rapports sont établis par année financière (par exemple du 1^{er} avril 19— au 31 mars 19—) les données se rapportant aux douze mois doivent être inscrites dans la colonne correspondant à l'année financière dans laquelle le plus grand nombre de mois tombe.

Survey Enquête P88 Date D-J—M-M—Y-A

Company Société 1 9

In millions of dollars (round to the nearest 1/10 of a million)
En millions de dollars (arrondir au plus près dixième de millions)

PART A CAPITAL INVESTMENTS*
SECTION A INVESTISSEMENTS*

Code	Outlays — Dépenses		Intentions												
	Actual Réel	Prel. Actual Réel pré.													
			1985	1987	1988	1989	1990	1991	1992						
Construction*	10	12 13	17 18	22 23	27 28	32 33	37 38	42 43	47						
Machinery/Equipment*	1	0	2												
Machinerie/Équipement*	1	0	3												
Canada	1	0	9												
Land Terrain	1	0	4												
Capitalized Interest Intérêts capitalisés	1	0	5												
Total Lignes 199, 104, 105	1	0	6												
Total abroad* à l'étranger*	2	0	0												

ALLOCATION BY PROVINCE — CANADA (Line 199) — RÉPARTITION PAR PROVINCE — CANADA (Ligne 199)

Newfoundland Terre-Neuve	10	12 13	17 18	22 23	27 28	32 33	37 38	42 43	47						
Prince Edward Island Ile-du-Prince-Édouard	3	1	1												
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	3	1	2												
New Brunswick Nouveau-Brunswick	3	1	3												
Atlantic region Région atlantique	3	0	1												
Quebec Québec	3	2	4												
Ontario	3	3	5												
Manitoba	3	4	5												
Saskatchewan	3	4	7												
Alberta	3	4	8												
Prairie region Région des prairies	3	0	4												
British Columbia Colombie-Britannique	3	5	9												
Yukon	3	6	0												
N.W.T. T.N.O.	3	6	1												
B.C. and Northern region C.B. et région du Nord	3	0	5												
	3	7	0												

PART B CHANGES IN COSTS

SECTION B ÉVOLUTION DES COÛTS

If expected changes in costs are included in the above budget figures for Canada (current dollars)*, please report the yearly percent changes in costs incorporated.

Si les chiffres ci-dessus pour le Canada tiennent compte de l'évolution des coûts (dollars courants)*, indiquer les hausses ou les baisses incorporées (en pourcentages).

If no changes in costs are included in the above budget figures for Canada (constant dollars)*, please report the base year used.

Si ces chiffres ne tiennent pas compte d'une hausse (ou d'une baisse) éventuelle des coûts (dollars constants)*, indiquer l'année de base utilisée.

Code	1987	1988	1989	1990	1991	1992
10	12 13	16 16	18 18	21 22	24 25	27 28
5	0	1				

Code	1987	1988
10	12 13	16
5	0	2

PART C ALLOCATION OF CAPITAL EXPENDITURES IN CANADA BY EXPENDITURE CATEGORY

SECTION C RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS AU CANADA PAR CATÉGORIE DES MISES DE FONDS

Please allocate your capital expenditures in Canada (Part A, Line 199) to the categories below.

Veuillez assigner vos investissements au Canada (Section A, ligne 199) dans les catégories ci-dessous.

Code	\$ Millions	
	1987	1988
Research and development Recherche et développement	10	12 13
6	0	1
Pollution abatement Assainissement de l'environnement	6	0
6	0	2
Working environment (health, safety, etc.) Milieu de travail (santé, sécurité, etc.)	6	0
6	0	3
Expansion of facilities (see note 1 below) Expansion des installations (voir note 1 ci-dessous)	6	0
6	0	4
Expansion of facilities (see note 1 below) Expansion des installations (voir note 1 ci-dessous)	6	0
6	0	5
Replacement or modernization of facilities (see note 2 below) Remplacement ou modernisation d'installations (voir note 2 ci-dessous)	6	0
6	0	5
Other (specify e.g. energy related expenditures) Autres (exemple, dépenses consacrées à l'énergie)	6	0
6	0	7
6	0	8
6	1	0

NOTES: 1: Expenditures undertaken in anticipation of expected demand.
For 2: includes capital expenditures undertaken to improve productivity or offset rising costs

NOTA: 1: Dépenses faites pour satisfaire à la demande prévue.
Pour 2: Comprend les investissements visant à améliorer la productivité ou à compenser les hausses des coûts.

*Over for definitions

*Au verso pour définitions

CAPITAL AND REPAIR EXPENDITURES

"DEFINITIONS"

CAPITAL EXPENDITURES:

Report actual and intended (budgeted for) gross expenditures in Canada on new physical assets or facilities including additions, replacements and major alterations. Include all related costs charged to capital account, such as architectural, legal and engineering fees as well as work done by your own labour force; do not deduct receipts from insurance claims or allowances for scrap or trade-in. Exclude charges for rented/leased buildings, machinery and equipment.

Capital expenditures for land should be reported separately and include all costs associated with the purchase of the land that are not amortized or depreciated.

Capitalized interest should be reported separately and are charges on loans with which capital projects are financed.

Gross expenditures should include the total value of outlays regardless of source of funds, i.e. inclusive of any government capital grants and/or subsidies.

Where applicable (oil companies, mining, etc.) expenditures for both development and exploratory drilling activities should be included, even if these are otherwise expensed by the companies. Expenditures for geological and geophysical work by oil companies are excluded and similarly in mining offsite exploration is excluded.

Include projects not in the "main line", i.e. a mining firm enters the hotel business and builds a hotel.

Report your portion in the case of a joint project.

CONSTRUCTION:

Report total actual and intended gross cost of construction (contract and by own employees) irrespective of the time of the final payment to cover building construction, all types of engineering construction such as roads, dams, transmission and pipelines, oil drilling and mine development. Include here the cost of elevators, heating systems, etc., which may be considered an integral part of the building or structure and the cost of site preparation and related land improvements. Exclude expenditures for the acquisition of previously existing buildings and other structures, and dwellings, bunk houses, etc., as well as the value of the land purchased.

MACHINERY AND EQUIPMENT:

Report total actual and intended gross installed cost of all new machinery, motors, generators, transformers, etc.; and the delivered cost of movable equipment, automobiles, trucks, professional and scientific equipment, office and store furniture and appliances, etc., whether for your own use or rent to others. Include progress payments paid out prior to delivery, and any balance owing or hold-backs in the year of acquisition. Exclude expenditures on used machinery and equipment unless imported.

INVESTMENT ABROAD:

1) Capital investments should include outlays on land, plant and equipment (including used), infrastructural facilities (e.g. roads, living quarters), regardless of sourcing of funds, but purchased outside of Canada. Also, exclude leasing costs.

2) Report expenditures for all companies normally included in your consolidated financial statement.

CURRENT DOLLARS:

All those budget figures with a provision for an escalation in costs and, therefore reflect the expected future costs of new buildings, machinery and equipment.

CONSTANT DOLLARS:

Are those budget figures with no provision for any expected escalation of costs and rather are based upon costs of either the present or some past year, i.e. the base year.

DÉPENSES D'IMMOBILISATION ET RÉPARATIONS

"DÉFINITIONS"

DÉPENSES D'IMMOBILISATION:

Déclarer les dépenses brutes effectuées ou prévues (au budget) pour de nouveaux biens matériels ou installations au Canada y compris les rajouts, remplacements et modifications importantes. Ajouter tous les frais connexes portés au compte de capital, comme les honoraires d'avocats d'architectes et d'ingénieurs ainsi que les travaux effectués par vos propres ouvriers; ne pas déduire les reçus de réclamations d'assurance ni les déductions pour les biens mis au rancart ou échangés. Exclure les frais des immeubles, machines et équipements loués/pris à bail.

Les dépenses en immobilisations pour les terrains devraient être rapportés séparément et inclure tous les frais liés à l'achat des terrains qui ne sont pas amortis ou dépréciés.

Les intérêts capitalisés devraient être rapportés séparément et sont les frais sur les prêts servant à financer les projets d'immobilisations.

Les dépenses brutes doivent comprendre la valeur totale des déboursés, peu importe d'où proviennent les fonds, c'est-à-dire y compris tous subsides ou subventions d'immobilisation provenant du gouvernement fédéral.

Dans le cas des sociétés minières, pétrolières, etc., ces dépenses doivent comprendre les frais de développement et de sondage d'exploration, même si la société doit effectuer les dépenses de toute façon. Le coût des études géologiques et géophysiques effectuées par les sociétés pétrolières sont exclus de même que dans le cas de mines, l'exploration effectuée en dehors de la zone productive.

Inclure les projets hors du cadre de l'exploitation habituelle, par exemple, une compagnie minière qui se lance en hôtellerie et construit un hôtel.

Déclarer dans le cas d'un projet collectif, votre part.

CONSTRUCTION:

Déclarer le montant brut global, réel ou prévu des travaux de construction (effectués par des contractants ou par vos propres employés), peu importe le moment du paiement final de la construction des immeubles, tous les genres de travaux de génie comme les routes, pipelines, forage des puits de pétrole et le développement minier. Ajouter ici le coût des ascenseurs, de l'installation du chauffage central, etc., qu'on peut considérer comme partie intégrante de l'immeuble ou de la structure et le coût de la préparation de l'emplacement et des améliorations foncières connexes. Ne pas tenir compte des frais d'acquisition des immeubles existants ni des autres bâtiments, habitations, dortoirs et autres ni du coût du terrain.

MACHINES ET MATÉRIEL:

Déclarer le coût brut global, réel ou prévu y compris l'installation, de toute nouvelle machine, moteur, générateur, transformateur, etc., ainsi que le coût livré du matériel mobile, automobiles, camions, équipement professionnel et scientifique, meubles et accessoires de bureau et de magasins, etc., qu'il soit destiné à votre propre usage ou à la location. Ajouter les paiements provisoires versés avant livraison et tout solde dû ou arriéré d'achat de machine et du matériel d'occasion à moins qu'il ne soit importé.

INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER:

1) Les investissements doivent comprendre les dépenses pour terrain, bâtiments et matériel (neuf et usagé), l'infrastructure (par ex.: routes, logements), sans égard à la provenance des fonds, mais pour ce qui est acheté à l'extérieur du Canada. Exclure toutefois les frais de location.

2) Déclarer les dépenses de toutes les compagnies qui font normalement partie de votre rapport financier consolidé.

DOLLARS COURANTS:

Données de budgétisation qui prévoient une escalade des coûts et qui reflètent donc les futurs coûts prévus de nouveaux bâtiments, machines et matériel.

DOLLARS CONSTANTS:

Données de budgétisation qui prévoient aucune escalade des coûts et qui sont plutôt basées sur les coûts actuels ou d'une année précédente (année de base).

**PART
SECTION D**

Using the type of changes and reasons for changes listed below, please record the most significant types and reasons affecting reported plans since the April 1987 survey.

D'après les renseignements inscrits ci-dessous, veuillez donner les modifications les plus importantes apportées à vos projets depuis l'enquête du mois d'avril 1987 ainsi que les raisons qui ont amené celles-ci.

TYPES OF CHANGES

- 01 Abandoned plans
- 02 Deferred plans
- 03 Reduced existing plans*
- 04 Expanded existing plans*
- 05 Introduced new plans
- 06 Brought forward plans from future years
- 07 Re-introduced deferred plans
- 08 No change in plans**

*Carry-over of plans into or from a particular year should be viewed as either expanding or reducing existing plans for the year under consideration, in which case indicate reason "I" below.

**If there are no changes in plans but a change in budget figures associated with these plans, then refer to reasons, for example a better estimate, cost factors, etc. Plans, therefore, are not to be considered synonymous with budget figures.

For example

Type	0	1	0	3	0	5
Reason	a	c	e	i	a	j

For each year, space is provided for 3 types of changes and 2 reasons for each type. Pour chaque année, on pourra indiquer 3 changements et pour chaque changement, 2 raisons.

REASON FOR CHANGES

- a) Market demand — domestic
- b) Market demand — foreign
- c) Capacity
- d) Rate of return
- e) Financing — external
- f) Financing — internal
- g) Costs — labour
- h) Costs — Other (specify below e.g. energy)
- i) Strikes
- j) Government regulations, policies and programs (specify below e.g. trading regulations, tariffs, etc.)
- k) Better estimates
- l) Carry-overs
- m) Other reasons (specify below)

GENRE DE MODIFICATION

- 01 Abandon des projets
- 02 Ajournement des projets
- 03 Soustractions aux projets actuels*
- 04 Additions aux projets actuels*
- 05 Présentation de nouveau projets
- 06 Présentation de projets prévus pour les années à venir
- 07 Présentation de projets ajournés antérieurement
- 08 Aucune modification aux projets**

*Considérer les projets reportés d'une année à l'année en question ou de celle-ci à une année à venir en tant que projets actuels avec additions ou soustractions. Dans ce cas, remplir la raison "I" ci-dessus.

**Si un projet n'a subi aucune modification mais que son budget a changé, remplir la section "raisons", donnant comme raisons, par exemple, une meilleure estimation, de nouveaux frais, etc. On se gardera de confondre modification d'un projet et modification de son budget.

Par exemple

Genre	0	1	0	3	0	5
Raison	a	c	e	i	a	j

RAISONS DES CHANGEMENTS

- a) Demande du marché — intérieur
- b) Demande du marché — extérieur
- c) Capacité
- d) Taux du rendement
- e) Financement extérieur
- f) Financement intérieur
- g) Frais de main-d'oeuvre
- h) Frais — Autres (préciser ci-bas ex. énergie)
- i) Grèves
- j) Programmes, politiques et ci-bas règlements gouvernementaux (préciser ex. règlements du commerce, tarifs, etc.)
- k) Meilleures évaluations
- l) Reports
- m) Autres raisons ci-bas (veuillez préciser)

CANADA

ATLANTIC REGION — RÉGION ATLANTIQUE

QUEBEC — QUÉBEC

ONTARIO

PRAIRIE REGION — RÉGION DES PRAIRIES

**B.C. AND NORTHERN REGION
RÉGION DE LA C.B. ET DU NORD**

ABROAD — À L'ÉTRANGER

	Code	1987			1988			1989-91		
Type	10	12	13	18	19	24	25	30		
Genre	701	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reason	702									
Genre	703	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reason	704									
Genre	705	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reason	706									
Genre	707	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reason	708									
Genre	709	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reason	710									
Genre	711	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reason	712									
Genre	713	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reason	714									

Comments (e.g. elaboration on most significant factors affecting investment)
Commentaires (ex. détails des facteurs les plus importants touchant l'investissement)

PART E DIRECTIONAL CHANGES

SECTION E CHANGEMENTS INDICATEURS

Please indicate directional changes in the following factors by entering one of the numerical codes (1, 2 or 3)

Veillez indiquer tous changements dans les facteurs suivants en inscrivant un des codes numériques (1, 2 ou 3)

1 — up or better
hausse ou amélioration

2 — no change
aucune modification

3 — down or worse
réduction ou aggravation

example:
exemple:

Code		87/86	88/87
10	12	13	14
8	0	9	1 3

If no response is given for any of the following questions, please indicate why in the appropriate comments section.

Si on ne peut pas donner de réponses aux questions suivantes, veuillez donner les raisons à la section appropriée des commentaires.

Corporate sales in Canadian market - Ventés de la compagnie sur le marché canadien

Comments - Commentaires

Code		87/86	88/87
10	12	13	14
8	1	0	

Corporate export sales - Exportations de la compagnie

Comments - Commentaires

Code		87/86	88/87
10	12	13	14
8	1	1	

Corporate profits - Profits de la compagnie

Comments - Commentaires

Code		87/86	88/87
10	12	13	14
8	1	2	

Corporate employment in Canada - Emploi au Canada de la compagnie

Comments - Commentaires

Code		87/86	88/87
10	12	13	14
8	1	3	

Corporate financial conditions - État des finances de la compagnie

Comments - Commentaires

Code		87/86	88/87
10	12	13	14
8	1	4	

Canadian business conditions - État des affaires canadiennes

Comments - Commentaires

Code		87/86	88/87
10	12	13	14
8	1	5	

Climate for investment outside Canada - Climat pour les investissements à l'étranger

Comments - Commentaires

Code		87/86	88/87
10	12	13	14
8	1	6	

PART F FACTORS AFFECTING OUTLAYS

SECTION F FACTEURS TOUCHANT LES MISES DE FONDS

Which of the following factors were most significant in deterring the company from making higher outlays in Canada than those reported in the capital budgets (Part A)? Please mark the appropriate boxes with an X. Rank the major groupings in order of importance. (1 to 4, 1 most - 4 least)

Parmi les facteurs suivants, quels sont ceux qui ont détourné la société de faire les mises de fonds importantes que celles indiquées pour le Canada (Section A)? Veuillez inscrire un X dans les cases appropriées ci-dessous. Veuillez indiquer les secteurs majeurs par rang d'importance (1 à 4; 1 plus - 4 moins)

10 830	12		
X		Factors - Facteurs	Elaborate on items marked. Use a separate sheet if space provided is insufficient. Veuillez donner des détails. Utiliser une feuille séparée si l'espace fourni n'est pas suffisant.
		Policy Factors - Facteurs de la politique	Rank-Rang <input type="checkbox"/>
13		Canadian federal government policies Politiques du gouvernement fédéral	
14		Other Canadian government policies Autres politiques gouvernementales canadiennes	
15		Foreign government policies Politiques gouvernementales à l'étranger	
16		Exchange rates Taux d'échange	
		Trade Factors - Facteurs du commerce	<input type="checkbox"/>
17		Non-tariff barriers - In Canada Barrières non-tarifaires - Au Canada	
18		Canadian tariffs too high Tarifs canadiens trop élevés	
19		Canadian tariffs too low Tarifs canadiens trop bas	
20		Tariff and non-tariff barriers - Abroad Barrières tarifaires et non-tarifaires - À l'étranger	
21		Other trading factors (specify) Autres facteurs d'échange (préciser)	
		Financial Factors - Facteurs des finances	<input type="checkbox"/>
22		Internal financial conditions - Expected cash flow État des finances internes - Flux de liquidité prévu	
23		Internal financial conditions - Rates of return État des finances internes - Taux du rendement	
24		Internal financial conditions - Other (specify) État des finances internes - Autres (préciser)	
25		External financial conditions - Cost of funds État des finances extérieures - Prix de l'argent	
26		External financial conditions - Availability of funds État des finances extérieures - Disponibilité des fonds	
27		External financial conditions - Other (specify) État des finances extérieures - Autres (préciser)	
28		Other financial and monetary factors (specify) Autres facteurs monétaires et financiers (préciser)	
		Market Factors - Facteurs du marché	<input type="checkbox"/>
29		Raw materials shortages Pénuries de matières premières	
30		Machinery and equipment shortages Pénuries de machines et équipement	
31		Staff shortages Pénuries de main-d'œuvre	
32		Labour problems Problèmes de main-d'œuvre	
33		Expected sales - In Canada Prévision de ventes - Au Canada	
34		Expected sales - Abroad Prévision de ventes - À l'étranger	
35		Expected economic conditions - In Canada Prévision des conditions économiques - Au Canada	
36		Expected economic conditions - Abroad Prévision des conditions économiques - À l'étranger	
37			
38			
39			
40		Other factors (specify) Autres facteurs (préciser)	

Comments - Commentaires

